

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 6 AVRIL 1977  
N° 419 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission paritaire 56942  
\* \*

La suite  
des interventions  
au Rassemblement  
Communiste  
du PCRml

Lire en pages 8 et 9

LA MISE AU GOÛT  
DU JOUR  
DU PROGRAMME  
COMMUN

Le moteur  
à 4 temps  
de  
M. Fiterman

Au mois de juin prendra fin l'accord signé par les partis de gauche sur le programme commun de gouvernement. Signé il y a cinq ans, il paraît aujourd'hui complètement vidé de son contenu : pillé par Giscard d'Estaing et dépourvu d'attrait pour les travailleurs. De plus, il a été signé avant la crise. Pour le PCF, qui a fondé l'essentiel de sa propagande sur la lutte pour l'application de ce programme, il est important de remettre au goût du jour cette vieilleries. La dernière réunion du Comité Central du PCF s'est penchée sur ce problème, la remise à jour proposée ne se révèle, être qu'un ravalement de façade, tout en étant révélatrice du modèle de société proposé par le PCF.

Lire notre  
article p. 3

Les résultats  
du  
recensement  
de 1975

Paris

**900 000  
travailleurs  
mal logés**

Lire notre  
article p. 2

- **Jean-Marie Domain, 38 ans, père de 4 enfants, assassiné au HF 4 d'Usinor Dunkerque**
- **3 800 ouvriers lorrains d'Usinor licenciés**
- **Privatisation du port de Dunkerque : négociations bloquées avec les dockers**

## LA LOI des MAITRES DE FORGES



Première manifestation des ouvriers d'Usinor à Thionville le 25 mars dernier. Usinor parle de crise et fait le forçage pour la faire payer aux travailleurs. Mais pendant ce temps là, Ferry, grand patron se paie à prix d'or 17 km de plage sur le littoral Corse !

Lire nos informations p. 4

ITALIE

*Berlinguer essuie  
un nouveau refus  
de la Démocratie  
Chrétienne*

À Milan :

**La base  
syndicale  
dénonce  
ses dirigeants  
et le pacte  
social**

Contre le pacte social, contre la politique d'austérité et de sacrifices, contre la ligne de collaboration de classe suivie par leurs directions syndicales et cautionnée par les révisionnistes et les réformistes, des milliers de militants syndicaux, réunis aujourd'hui à Milan, à l'appel de 260 conseils d'usine, exigent la démission de tous les responsables confédéraux CGIL-CISL-UIL, et une réunion de la base pour discuter de la ligne syndicale.

C'est un camouflet cinglant opposé au discours du PCI sur la nécessité pour la classe ouvrière de faire des sacrifices, alors que Berlinguer voit ses ultimatums de plus en plus pressants, pour obtenir la place au gouvernement rencontrer de la part de la Démocratie chrétienne un refus qui réduit de plus en plus sa marge de manœuvre.

Lire notre article p. 6

AU SUD LIBAN

**L'OFFENSIVE  
PALESTINIENNE  
ET PATRIOTIQUE  
ARABE**

Lire nos informations en page 7

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Agressions, morts d'enfants

### «Violence et indifférence», deux effets, une même cause

Une vingtaine de jeunes qui en attaquent quatre autres dans un train de banlieue et voilà bien sûr le «Parisien Libéré» qui réclame plus de flics dans les rues, le métro et les trains. Mais aussi plus subtilement, c'est à la radio, la mise en cause de l'«indifférence des gens». Passivité, lâcheté, égoïsme, nous serions tous sinon des assassins, comme le disait Gilbert Cesbron, relayé par Cayatte, mais au moins des complices de la violence.

«France-Soir», qui a mis ce fait divers à la «Une», en a fait une sorte de western, d'attaque de train par des jeunes ivres de violence pure. Les jeunes, voilà d'où vient le mal. Les campagnes contre les jeunes ne sont pas nouvelles, elles permettent à chaque fois de passer sous silence les causes profondes de la délinquance.

Ce qui est plus nouveau, et plus significatif peut-être, c'est le deuxième thème développé à cette occasion, celui de l'indifférence des spectateurs de ces agressions. Il y avait beaucoup de voyageurs dans le wagon, ils ne sont pas intervenus. La violence n'est donc pas simplement le fait de «jeunes voyous» mais tout le monde en serait responsable en laissant faire.

Cette idée a particulièrement été mise en avant il y a quelque temps aux «Dossiers de l'écran», spécialistes de la mise en condition de l'opinion.

Mais constater un fait sans en analyser les causes profondes ne vise qu'à culpabiliser les gens en dédouanant par la même occasion le système capitaliste.

Il faut donc poser la question : pourquoi hésite-t-on à intervenir, en cas d'agression ?

Un des participants aux «Dossiers de l'écran» évoqué plus haut rappelait le «bon temps» où les gens se portaient assistance spontanément (en cas d'incendie par exemple) où chacun connaissait chacun et où la solidarité était agissante. Mais précisément les conditions sociales et économiques qui faisaient de la solidarité un acte naturel ont été balayées par le développement capitaliste. Dans les villages, dans les quartiers, les travailleurs se connaissaient bien, parfois depuis des générations. Bien souvent le lieu de travail était le même, comme le lieu d'habitation. Mais le capitalisme a détruit la vie à la campagne et celle des quartiers, déporté systématiquement

les travailleurs en les obligeant à aller d'un endroit à l'autre pour trouver du travail, rassemblé dans des cités inhumaines des travailleurs qui n'y rentrent que pour y dormir, essayé de faire de chacun un étranger pour l'autre.

Mais ce n'est pas tout. Détruisant les communautés sociales, le capitalisme a aussi retiré toute initiative aux masses. Élus, techniciens et bureaucrates sont là pour penser à notre place, pour décider au mépris des aspirations des travailleurs. «Mêlez-vous de ce qui vous regarde» et pour la bourgeoisie ce qui regarde les travailleurs, c'est seulement de suer du profit pour elle. «Mêlez-vous de ce qui vous regarde» n'est-ce pas aussi ce que disent les flics quand des témoins de leurs exactions contre les jeunes et contre les immigrés interviennent. Pour celui qui insiste malgré tout, les coups, puis le panier à salade, voire l'inculpation pour violence à agents. La presse étale complaisamment les faits d'agressions mais pour beaucoup de jeunes, d'immigrés la véritable insécurité elle provient de toutes ces patrouilles policières dont ils sont la cible privilégiée.

Enfin, pour ceux qui interviennent en cas d'agression combien de tracasseries policières et judiciaires les attendent !

C'est le capitalisme qui secrète l'«indifférence» comme il secrète la délinquance. Seul le socialisme en brisant les mécanismes de déportation des travailleurs, en transformant radicalement les conditions de vie et de travail, en détruisant la machine bureaucratique et policière donnera les moyens aux travailleurs de prendre leurs affaires en main et de résoudre peu à peu les problèmes de la vie quotidienne tels que «l'insécurité» que la bourgeoisie présente comme une fatalité de l'«évolution des mentalités».

CLAUDE ANCHER

### DEUX ENFANTS MORTS DE FAIM !

A Dieppe, deux enfants de 4 et 2 ans ont été trouvés morts dans l'appartement de leur mère par leur grand-mère qui s'inquiétait de n'avoir plus de nouvelles. Ils n'avaient reçu aucune nourriture depuis de nombreux jours.

Dans la région parisienne, une petite fille est morte, des suites des mauvais traitements qui lui ont été infligés par ses parents.

Dans les deux cas, presse et radio s'efforcent de mettre l'accent sur la «responsabilité» des voisins qui ne sont pas intervenus.

## Les résultats du recensement de 1975

# A PARIS, 900 000 TRAVAILLEURS MAL LOGES

Paris se dépeuple : moins d'enfants, moins de jeunes, surtout moins d'ouvriers. Mais ceux qui restent doivent s'entasser dans des logements surpeuplés. On le

savait, on le voyait et le recensement de 1975 publié par l'INSEE vient le confirmer. Misère d'un côté et luxe insolent de l'autre. Des familles vivent dans une ou

deux pièces, mais les promoteurs continuent à construire du «grand standing», mais on veut expulser, comme dans l'Îlot Saint-Paul, les occupants d'appartements vides.

ces vastes logements !

Pour les travailleurs, habiter Paris devient de plus en plus difficile surtout pour les jeunes ménages avec des enfants. La conséquence : de 1968 à 1975, le nombre des enfants a baissé de 57 000, 79 000 jeunes de 15 à 25 ans en moins, ainsi que 70 000 personnes de 35 à 45 ans. Paris vieillit et devient une ville de riches. Depuis 1968, 90 000 ouvriers ont été expulsés. Un travailleur sur deux quittant Paris est un ouvrier. En 1968, Paris était encore une ville ouvrière. Mais tandis que les travailleurs étaient chassés de la capitale et déportés en banlieue, les cadres supérieurs et les professions libérales affluaient : 40 000 de plus qu'en 68.

Depuis 1975, la situation n'a fait que s'aggraver pour les travailleurs : tous les programmes de «rénovation» expulsent les travailleurs et offrent du standing à une nouvelle clientèle riche. Mais les promoteurs ont de plus en plus de mal à éviter la riposte des travailleurs. Sur les quartiers s'organisés la lutte comme l'a encore montré récemment l'intervention des habitants du Marais contre les tentatives d'expulsion.

Près de la moitié des Parisiens (41,3%) vivent dans des logements, officiellement considérés comme surpeuplés. Alors qu'il y a au moins 80 000 appartements vides : trop chers ils ne trouvent pas d'acquiesceurs. Et près de 38 000 résidences secondaires.

Outre les appartements vides, véritable insulte aux mal-logés, plus du quart des résidences principales sont insuffisamment occupées : soit 600 000 Parisiens privilégiés.

Les statistiques en fonction du nombre de pièces sont elles-aussi accusatrices : près des deux tiers des résidences principales sont des «une-pièce» ou des «deux-pièces». C'est là que loge la moitié des Parisiens !

Par contre, 142 690 personnes habitent dans 37 410 appartements de six pièces et plus, c'est-à-dire entre trois et quatre personnes en moyenne pour chacun de

### Colloque international sur la pollution pétrolière

## 6 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE DÉVERSÉES EN MER

Au moment précis où les marins-pêcheurs de la baie de Seine luttent contre la pollution, se tenait un colloque aux Nations-Unies sur les «incidences de l'industrie pétrolière sur l'environnement». Selon les derniers chiffres connus, six millions de tonnes de pétrole ont été déversées en mer pendant l'année 1973, dont deux millions au cours des transports maritimes (notamment à cause des fameux «dégazages» interdits en principe).

Sur les 4 millions restants, notons que 500 000 tonnes proviennent des rejets industriels et des raffineries côtières, 1 600 000 tonnes sont apportées par les fleuves et 600 000 tonnes viennent des retombées atmosphériques. La responsabilité des capitalistes dans la pollution par le pétrole est donc écrasante, puisque tous ces rejets pourraient être évités si le profit ne passait pas avant la mise en place de dispositifs anti-pollution.

Mais ce n'est pas la conclusion qu'en ont tiré les experts, représentants de l'industrie, et fonctionnaires internationaux réunis à ce colloque. Selon eux, il faut être optimiste : la masse

énorme de la mer peut «digérer» sans gros problème des millions de tonnes d'hydrocarbures !

Les compagnies pétrolières veillent au grain, paraît-il puisqu'elles ont dépensé aux Etats-Unis des sommes croissantes pour protéger l'environnement. L'interprétation de ce fait est facile à inverser : l'augmentation des dépenses ne fait que traduire l'augmentation catastrophique de ce type de pollution, de plus en plus voyante.

Optimisme enfin de ces messieurs en ce qui concerne les accidents de pétrolier, genre «Torrey-Canyon» ou «Boehlen», les marées noires ne constituant qu'une partie infime des déversements de pétrole. Curieuse consolation et surtout oubli du caractère très concentré des méfaits des marées noires. Les experts invitent toutefois les pays côtiers à prévoir des moyens de lutte contre les marées noires. Mais comme le disent les marins bretons : les détergents utilisés pour dissoudre les nappes sont encore plus nocifs que le pétrole lui-même !

C. ANCHER

**RENOVATION...**

POUR QUOI ?  
POUR QUI ?

Le COQUET  
STUDIO  
A 1.000 ?

Meilleures conditions, plus de confort, plus de services  
L'unique réalisation d'immenses studios  
avec l'appui du conseil de Paris et de  
l'Administration

**RENOVATION =**

**...DEPORTATION**

**IMPOSONS PAR LA LUTTE  
NOTRE DROIT AU LOGEMENT!**

### Affaire de Broglie

## DE VARGA MIS EN CAUSE

Un témoin nouveau, le docteur Nelly Azerad, a été interrogé hier. Le docteur Azerad était le cardiologue du député de l'Eure ainsi que de Pierre de Varga. Simoné et Frèche ont déclaré que de Varga leur avait indiqué par deux fois l'heure à laquelle de Broglie sortirait du cabinet de la cardiologue, moment choisi pour l'abattre. Mais le 26 novembre et le 6 décembre, des hésitations de Frèche auraient fait échouer la tentative. De Varga jusqu'ici a toujours nié être le commanditaire du crime.

Dans une lettre, Nelly Azerad a affirmé qu'elle avait subi des pressions de la part de l'avocat de Pierre de Varga pour qu'elle détruise ses carnets de rendez vous et enlève de son fichier téléphonique les numéros de de Broglie et de de Varga.

L'avocat de Pierre de Varga a déclaré : *Ces accusations sont fausses, il doit y avoir quelqu'un là-dessous.*

### ETATS-UNIS 72 MORTS DANS UN ACCIDENT D'AVION

Un DC 9 s'est écrasé près d'Atlanta (Géorgie). A la suite d'un incendie qui s'est déclaré simultanément dans les deux réacteurs, le pilote avait tenté de se poser en catastrophe. 72 personnes ont trouvé la mort dans cet accident qui suppose une grave défaillance technique.

## Projets du PCF

# LE MOTEUR A 4 TEMPS DE MONSIEUR FITERMAN

Particulièrement, la polémique se poursuit sur les nationalisations : «*Certaines prises de positions de nos partenaires ne vont pas sans susciter l'inquiétude. C'est le cas, par exemple, lorsque certains dirigeants du parti socialiste ont abordé la question de l'indemnisation des actionnaires des entreprises à nationaliser.*» Rien de bien nouveau là-dessus, depuis la polémique qui avait précédé les élections municipales. Simplement, l'accent est mis maintenant sur le rythme auquel le programme commun devrait être appliqué par un gouvernement de gauche, de crainte que le PS, tout en affirmant s'en tenir à l'accord signé, ne repousse à plus tard trop de mesures réclamées par le PCF.

## LA PLACE DU PROFIT

En fait, on retiendra surtout la manière dont Fiterman explique «*l'actualité*» du programme commun, seul capable, selon lui, d'apporter «*une réponse à la crise*». «*Le pays, affirme le dirigeant du PCF, a besoin d'un nouveau type de croissance qui ne repose plus sur la recherche acharnée du profit monopoliste comme seul critère de l'activité.*» Ce qui appelle quelques questions : si «*le profit monopoliste*» n'est plus «*le seul critère*», c'est que, tout en prétendant en introduire d'autres, ou le maintiendra. Quelle sera sa place exacte ? Peut-on envisager sérieusement un type de société où, celui-ci étant maintenu, il ne serait pas dominant ? Deuxièmement : dans une société qui a atteint, comme la nôtre, son stade impéria-

Près d'une semaine après la réunion du Comité Central du PCF, «*L'Humanité*» publiait hier le rapport que Fiterman y présente sur «*la mise à jour du programme commun*». Venant au moment où Marchais propose une rencontre au sommet des signataires du texte de juin 72, cette intervention fait évidemment le point sur les rapports avec le parti socialiste. Mais elle jette aussi quelques lumières sur le projet de société propre au PCF.

liste, existe-t-il d'autre forme de profit que la forme «*monopoliste*» comme facteur dirigeant de l'activité économique ? La réponse du PCF est toute prête, même si elle n'est jamais formulée nettement : il s'agit de retirer au monopole privé la gestion de l'État, le critère du profit étant maintenu. C'est-à-dire de franchir un pas supplémentaire dans le monopole, d'atteindre le degré suprême de la concentration monopolistique dans une société de profit : le capitalisme d'État.

## QUELLE «CONSUMMATION» ?

Après quoi, Fiterman propose «*de nouveaux moteurs, sommairement au nombre de quatre*», pour l'économie. Parmi ceux-ci, «*la consommation sociale, le progrès social, qui doit aujourd'hui absolument être lié au progrès économique.*» «*Consommation sociale*» : cela ne veut rien dire. On pourrait aussi bien dire «*consommation*» tout court, quand on se refuse à dire «*consommation populaire*». «*Consommation*», même, est un critère typique d'une société capitaliste : une fois qu'on a produit, il faut absorber cette production en consommant, mais on a

produit pour le profit. «*Satisfaction des besoins du peuple*» est à l'opposé : c'est le seul critère de la production socialiste, par opposition au profit. Ce n'est pas celui du PCF.

## ILLUSIONS DE MIEUX-ÊTRE

Dans les limites mêmes du projet capitaliste d'État du PCF, qui se dévoile ainsi, l'illusion de «*mieux-être*», qui pourrait ressortir de cette expression : «*Consommation sociale*», mérite d'être écartée : pas une fois, le PCF ne met en cause l'intégration de la France dans les circuits économiques impérialistes. Il s'en suit nécessairement que la France du programme commun devrait reposer sur les mêmes courants d'exportation et d'importation qu'aujourd'hui, supposant que la capacité concurrentielle avec les autres métropoles occidentales soit maintenue, et développée, par conséquent les coûts de production soient réduits par un degré élevé d'exploitation de la classe ouvrière. A l'heure de la crise qui frappe l'ensemble des économies impérialistes, il ne faut pas imaginer une seule seconde que cet objectif soit compatible avec une élévation de niveau de vie des masses.

## DANGEREUSE OUVERTURE A L'EST

Certes, Monsieur Fiterman propose par ailleurs «*une coopération plus active fondée sur l'intérêt mutuel avec tous les pays qui le souhaitent*». En dehors d'un renforcement des rapports d'exploitation existant déjà avec le Tiers Monde, il ne peut s'agir que d'une chose : s'ouvrir plus aux échanges «*souhaités*» par les pays de l'Est, et particulièrement l'URSS. De cette «*coopération internationale*», les pays de l'Est font tous les jours la triste expérience : celle d'un pillage sans précédent, où la férocité des appétits de profit de la classe capitaliste bureaucratique de Moscou est recouverte du manteau d'un prétendu «*socialisme*».

Dans notre pays, les ouvriers de l'entreprise russe Slava, à Besançon, ont déjà eu l'occasion de vérifier l'opposition de leurs patrons à l'implantation d'un syndicat.

Enfin, Fiterman évoque «*l'investissement industriel, agricole, scientifique, culturel*», pêle-mêle ; et «*la diffusion des pouvoirs et des responsabilités*». Bref, il s'agit de faire croire à une possibilité de revenir à l'économie d'avant la crise, au modèle de consommation, assorti des illusions de la «*participation*», au moment où ce modèle de société a fait complètement faillite. Il n'est pas possible que la direction du PCF ne s'en rende pas compte : tout simplement, elle veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

# GISCARD REPROCHE AUX USA DE PRENDRE LANGUE AVEC LE PCF

Selon l'«*International Herald Tribune*», Giscard d'Estaing aurait fait part à Cyrus Vance de son irritation au sujet de la récente rencontre entre des diplomates US et Kanapa, membre de la

direction du PCF chargé des affaires étrangères. A ce propos, Kanapa déclarait lundi qu'il y avait déjà eu des entretiens entre des diplomates US et des membres du PCF et qu'il avait

informé ses interlocuteurs des mesures prévues par le programme commun en matière de politique étrangère.

Cette rencontre illustre le changement d'attitude de l'administration Carter par rapport à l'administration Ford qui déclarait ouvertement son opposition totale à une participation de ministres du PCF à un gouvernement, et menaçait même la France et l'Italie de représailles au cas où cela se produirait. Carter par contre a laissé entendre que cela ne serait pas dramatique pour les relations entre les USA et ces pays, et qu'il est prêt à composer avec des gouvernements comportants des ministres membres des PC.

Ce n'est pas que Carter

espère obtenir du PCF une modification de sa politique, mais il tient à conserver de bonnes relations avec un futur gouvernement de gauche à dominante socialiste.

Quant au PCF, ses contacts avec des représentants de l'impérialisme US visent à redéfinir son attitude en prévision de sa participation à un gouvernement de gauche dans le cadre du système d'alliance actuel de la France.

Le changement d'attitude de Carter met en difficulté Giscard qui ne peut plus se présenter dans sa propagande de bouleversements qu'entraînerait dans la politique extérieure de la France un gouvernement de gauche à participation PCF, d'où sa réaction.

# En parcourant la presse révisionniste

Ceux qui, à l'intérieur du PCF, sont partisans de pousser le plus loin possible «*la ligne du XXII<sup>e</sup> Congrès*» (abandon de la dictature du prolétariat, ouverture systématique en direction des couches de cadres), seraient-ils en train de mettre à profit le résultat favorable des élections municipales pour avancer des pions ? C'est en tout cas ce que le dernier numéro de l'hebdomadaire du comité central, «*France Nouvelles*», laisse penser.

L'ensemble des articles reprend un thème avancé par Marchais lors de la dernière réunion du comité central : «*Les idées semées par le XXII<sup>e</sup> Congrès commencent à faire leur chemin. Mais je dis bien : commencent seulement*». Pour Henri Malberg, directeur adjoint de la revue, membre du CC, «*les communistes n'ont aucune raison d'être trileux, timorés*». Ils ont «*toutes les raisons de se comporter en parti ouvert au contact, au dialogue, à la critique, à la proposition*».

## LES ADHESIONS

L'ensemble des articles reprend ce thème. A propos des adhésions, où visiblement un certain nombre de militants s'inquiètent de la manière trop apolitique dont elles s'effectuent, Bonopéra écrit : «*Croire que l'on adhère au parti communiste au cours d'une fête, d'une rencontre, à la porte de l'usine ou de l'université «comme ça», c'est croire que les gens viendraient au monde du jour où ils ont décidé de le transformer. C'est justement parce que les gens ont eu le temps d'accumuler qu'ils adhèrent «comme ça*». C'est évidemment une justification des adhésions à la sauvette multipliées par les cellules du PCF depuis quelque temps, et systématiquement données en exemple. On se souvient notamment de celles des travailleurs immigrés de l'entreprise Monin Ordures, qui s'étaient tous vu remettre la carte, et dont aucun n'a jamais assisté à une seule réunion de cellule.

## LES INTELLECTUELS

En introduction à une critique d'un livre («*De la biologie à la culture*»), Jacques Brière écrit de son côté : «*Il se passe dans des têtes et dans des écrits non communistes de plus en plus nombreux, quelque chose qu'il me semble être des plus importants et des plus urgents de repérer. De repérer pour en discuter sans aucun doute mais aussi pour apprendre et faire en sorte que la réflexion progresse dans les têtes et dans les esprits (y compris, bien entendu, dans celles et dans ceux des communistes !)*» ; ainsi les intellectuels non membres du PCF se voient-ils conférer le droit nouveau d'intervenir sur la détermination de sa ligne.

## UNE SEULE VOIE !

Jacque Ferrat consacre un article entier au thème suivant : «*Répéter : «La voie démocratique et pacifique au socialisme est la seule voie possible» comme une prophétie, ou comme un scénario mis au point par les communistes, c'est assurément avoir vu passer le 22<sup>e</sup> congrès «comme le Concorde*». Aux tenants de cette position, le journaliste du PCF entend bien faire comprendre ceci : «*Quelles que soient les circonstances, il faudra toujours, à un moment ou à un autre, venir à cette voie*» Et ceci en dépit des «*retards, des stagnations, des retours en arrière*». Il s'agit bien de prévenir toute éventualité, comme par exemple une rupture de l'union par le PS après les élections, pour enfoncer dans les têtes que désormais le PCF n'avancera pas d'autre mot d'ordre. Avis aux militants ouvriers qui pensent parfois encore que le «*passage pacifique*» n'est qu'une ruse pour tromper l'adversaire.

## LA HIÉRARCHIE DES SALAIRES

Le courrier des lecteurs n'est pas épargné. La semaine dernière déjà, une discussion y était ouverte sur la question de la hiérarchie des salaires. Cette fois, un journaliste se donne la peine de répondre longuement à un lecteur qui ressassait la question. On peut lire notamment : «*C'est la stratification de la force de travail et diverses catégories ayant des valeurs différentes qui fonde pour nous objectivement l'existence d'un éventail des salaires*». «*Le dispositif comporte le maintien du pouvoir d'achat des cadres supérieurs véritables*». «*La hiérarchie actuelle des salaires, si elle est manipulée, utilisée par le capital et donc contestée par les syndicats, trouve aussi son origine dans les capacités et dans le rôle joué par les différentes catégories*». Bref, le salaire des cadres supérieurs est, aux yeux du PCF, justifiée par «*le travail de direction de la production*».

Parmi le reste, encore à relever un article sur la psychanalyse, et un autre qui s'intitule par une dérisoire dérision : «*propos opportunistes*», sur le cadre de vie. A la dernière page, Goldring renforce le clou : «*Nous cessons de répéter le 22<sup>e</sup> congrès comme une bible, comme le talmud, comme les tables de la loi. Nous cessons de voir notre politique comme un abîme qui s'ouvre sous nos pieds, qu'il faut contourner prudemment à petits pas*». Ce soulagement d'une clique devant la victoire que vient de remporter son point de vue dans les rangs du PCF n'est après tout qu'un moment des contradictions internes du révisionnisme.



# POLITIQUE

## AIR FRANCE : ACHAT CERTAIN D'AVIONS US

«Les Echos» annonçait il y a quelques jours que le gouvernement avait autorisé «Air France» à acheter des avions américains pour remplacer ses Caravelle, probablement des Boeing 737. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports démentait que la décision ait été prise. Mais, les démentis vigoureux du ministre sont une chose, la réalité une autre. Il est certain maintenant qu'Air France achètera des Boeing 727 et non des Airbus. Le Boeing 727 est plus rentable parce qu'il ne

contient que 100 places, alors que l'Airbus qui en contient 250 est plus difficile à remplir au prix actuel des places. L'industrie aéronautique française n'a pas depuis la Caravelle produit de nouvel avion moyen courrier de 100 places, ayant tout misé sur le Concorde dont on connaît les difficultés, elle est incapable aujourd'hui de faire face aux besoins d'Air France. Politique dont les travailleurs refusent de faire les frais, en refusant les licenciements à la SNIAS.

### Bons voyages !

«La France a besoin d'une relève de ses hommes politiques», a dit Giscard après avoir reçu ses secrétaires d'Etat. Donc, il fallait des «jeunes»; ils ne le sont pas tant que ça. Et puis, «nous avons voulu que l'ensemble des régions soient présentes au gouvernement». Pour quoi faire? Parce que, «il y a le problème de l'explication, de la communication avec les Français»; il faudra donc que les sous-ministres «aillent rencontrer les Français chez eux!».

Autrement dit, le gouvernement est électoral jusqu'au bout des ongles: chaque ministre est doté d'un ou deux jeunes gens spécialement chargés d'aller ramasser des voix dans une région donnée pour 78. Bons voyages!

## Sécurité Sociale

# TRAIN DE MESURES DE RESTRICTION DANS UNE SEMAINE

Un conseil central de planification s'est réuni lundi soir à l'Élysée sous la présidence de Giscard d'Estaing, il réunissait Barre, Veil, Boulin, Beullac et Méhaignerie. La réforme de la Sécurité Sociale sera une des principales questions soumises au Parlement dans les prochaines semaines, le dossier est passé des mains de Beullac à celles de Simone Veil, dont le gouvernement espère vraiment qu'elle saura mieux faire accepter des mesures impopulaires d'atteinte aux droits acquis par les travailleurs.

La première de ces mesures sera probablement le doublement du ticket modérateur qui passerait de 30 à 60% sur 900 médicaments dont les laxatifs. Cette mesure devait s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> avril, mais le Conseil d'Etat consulté a refusé de l'examiner selon la procédure d'urgence et n'a pas rendu son avis. Cette mesure sera seulement retardée. Pour le reste, de nombreuses suggestions ont été avancées par les différentes commissions d'experts qui ont étudié le dossier, toutes allant dans le sens d'un moindre remboursement, d'une politique de santé au rabais, d'une véritable surveillance policière des malades et des méde-

cisions qu'il aura prises. D'ores et déjà il a annoncé qu'il n'y aura ni majoration de cotisation, ni déplafonnement, ni réduction de prestations. Devant l'opposition des travailleurs, le gouvernement a été contraint à un recul tactique sur cette question, il n'en a pas pour autant renoncé à tous ses projets, mais il agira avec prudence, et non pas en annonçant en bloc des réductions de prestation, et des majorations de cotisation.

Le 13 avril, le gouvernement rendra publiques les dé-

Les premières mesures qui seront prises concerneront probablement les frais d'hospitalisation: dans ce domaine, les dépenses des hôpitaux seront sévèrement comprimées, aux dépens de la qualité des soins qui laissent pourtant déjà bien souvent à désirer. Les remboursements complémentaires par les mutuelles pourraient également être limités. Il convient donc d'être vigilant, la moindre remise en cause de la Sécurité Sociale ne sera pas tolérée.

### DRÔLE D'UNION

Les groupes parlementaires centristes se sont réunis à Strasbourg pour préparer leur participation à la nouvelle session parlementaire. A cette occasion, Lecanuet a déclaré qu'il fallait «restaurer l'union de la majorité toute entière». Comme pour donner

du poids à ces propos, Colin, sénateur du Finistère, s'en est pris à Giscard lui-même: «Qui est-ce qui a assuré l'élection du président de la République, si ce n'est notre détermination et si ce n'est de donner à ce candidat une image de marque un peu plus populaire?». Alors, Valéry, pas assez «peuple»?

# LUTTES OUVRIÈRES

## Usinor-Thionville

### 3 800 EMPLOIS SUPPRIMÉS

#### Premier coup de Barre contre la sidérurgie Lorraine

A Thionville, tout le monde parle d'un «assassinat»... Peut-il en être autrement quand Usinor annonce sans détour sa décision de liquider 3 800 emplois?

Usinor n'a même pas attendu la réunion de négociations sur les conventions salariales et le plan de restructuration sidérurgique prévue initialement pour le 15 avril pour faire part de sa décision. En clair, il y aurait selon l'intention proclamée par le maître des forges, 3 000 licenciements pour l'usine de Thionville et 800 autres licenciements dans l'usine de Louvroil.

Ce dont sont sûrs les travailleurs lorrains, c'est qu'il s'agit là du premier train de licenciement prévu dans le cadre des 10 000 suppressions d'emplois annoncées pour tout le courant de l'année 77. Un plan de liquidation de la sidérurgie lorraine dont on a en mémoire les étapes successives, déjà programmées depuis le début du mois de janvier: 3 000 licenciements à Usinor-Thionville; 9 200 dans l'ensemble des usines Sacilor-Sollac; 250 à Usi-



Manifestation d'Usinor Thionville, 25 mars 1977

nor-Longwy; 600 à Neuves-Maisons; 1 400 à la Chiers-Longwy et 100 à Pompey.

Ce premier assaut des maîtres de forges contre les ouvriers lorrains, ce doit être aussi le signal de la mobilisation et de la lutte contre ce projet de lente liquidation du pays lorrain. A Usinor-Thionville, il est de plus en plus question d'occuper l'usine, de la prendre en otage pour préserver l'emploi. Les sidérurgistes lorrains l'ont réaffirmé hier au cours d'une manifestation qui a sillonné les rues de Thionville.

## A Usinor-Dunkerque

### LE 83<sup>e</sup> ASSASSINAT

A Usinor-Dunkerque, Jean-Marie Domain, 38 ans, père de quatre enfants était victime mercredi d'un grave accident du travail. Il procédait au perçage et au débouchage d'un trou de coulée quand il a reçu des projections de métal en fusion. Ses vêtements de sécurité en amiante ont été complètement carbonisés. Brûlé à 50%, au troisième degré, Jean-Marie Domain est mort dimanche des suites de ses blessures après d'atroces souffrances au service des grands brûlés de l'hôpital de Lille où il avait été transféré d'urgence.

Déjà, il y a trois mois, son cousin avait été tué dans un

accident aux Chantiers de France-Dunkerque.

Jean-Marie Domain est le 83<sup>e</sup> ouvrier, depuis qu'Usinor est implanté à Dunkerque, qui paie de sa vie le refus obstiné des maîtres de forge d'accorder la cinquième équipe pour les travailleurs asservis aux feux continus: mercredi, au moment de l'accident mortel, il en était au septième jour consécutif de travail sur son poste.

Déjà samedi, en signe de deuil et de colère, ses camarades du haut fourneau n° 4 s'étaient mis en grève: pour que la direction écoute enfin tous les fondeurs car il y a décidément

trop de «pépins» quotidiennement au HF 4

—pour que les solutions techniques soient revues (mécanisation du perçage du trou du haut fourneau —pour que soient enfin prises en considération les mesures visant à améliorer les conditions de travail, et notamment l'obtention de la cinquième équipe.

Hier, en apprenant la nouvelle du décès de Jean-Marie Domain, tous les travailleurs des hauts-fourneaux ont décidé unanimement d'arrêter le travail à 17 h pour un débrayage de protestation et de lutte de trois heures. Usinor Assassin! Usinor doit payer!

Correspondant Dunkerque

### LAIT : Manifestations dans la région Rhône-Alpes

Après l'échec des négociations européennes sur la fixation du prix du lait, les producteurs de lait ont manifesté leur colère, samedi 2 avril, à Lyon et à Privas. Plusieurs autres villes de la région Rhône-Alpes ont été le siège de manifestations au cours desquelles, les paysans ont revendiqué un relèvement du prix du lait de 7,40% à la production.

Jusqu'à ce jour, seuls, les consommateurs ont remarqué la hausse du prix du lait de 8%, les producteurs, au contraire, sont menacés d'une baisse du prix qui leur est payé, pour résorber les stocks de poudre de lait de la CEE.

### ... Et pendant ce temps-là, ils pensent à leurs loisirs !

Pendant que Jean-Marie Domain expirait sur un lit d'hôpital à Lille, pendant que des milliers d'ouvriers en Lorraine se préparent à la lutte contre le chômage galopant et les plans de restructuration des patrons de la sidérurgie, M. Ferry, celui qui a la haute main sur la sidérurgie française s'offre, avec une dizaine de ses compères dont Baumgartner qui occupe une chaise à ses côtés du conseil d'administration du Denain-Nord-Est-longwy, 17 kilomètres de côtes sur le littoral corse pour se faire bronzer en toute tranquillité l'été! La Corse dépeçée, livrée aux grands capitalistes et aux promoteurs de bronze-cul tarifé: la Lorraine saignée par ces mêmes capitalistes... C'est toute cette classe de profiteurs parasites contre laquelle il faut s'unir pour la balayer sans attendre!

## LUTTES OUVRIÈRES

General Motors (Gennevilliers)

## 2 000 OS DE 31 NATIONALITÉS UNIS CONTRE LE BLOCAGE DE LEUR SALAIRE

41 filiales dans le monde, des usines qui, en France, à Gennevilliers, occupent une superficie de 25 hectares, tel se présente la Général Motors, trust américain fabriquant des pièces détachées pour l'industrie automobile mondiale et notamment pour OPEL (Allemagne), Peugeot, Renault (France).

Venus du Maroc, du Portugal, de Yougoslavie principalement, mais aussi de Pologne, de Hongrie, de Bulgarie, de Russie, du Congo, du Cameroun, du Mali, du Niger, les 3 300 travailleurs (2 000 OS) des usines de Gennevilliers, dans la banlieue Nord de Paris, sont actuellement en grève totale.

Les chaînes de fabrication des alternateurs, des condensateurs, les fours à céramique (entrant dans la composition des bougies) sont arrêtées depuis 5 jours.

Aujourd'hui comme depuis ce jour du 30 mars où la grève a commencé, c'est la fête dans les ateliers. L'immense salle du réfectoire a été pour l'occasion transformée en salle de bal : jeunes et moins jeunes, français, immigrés évoluent en riant, sur la piste improvisée au son de l'orchestre composé de travailleurs de l'usine.

D'autres ouvriers préfèrent discuter au bar de la cantine où des militants et militantes CFDT s'affairent. «Le 29, c'est là que ça a commencé». «Nos délégués ont été convoqués par la direction pour s'entendre dire que pour le 1<sup>er</sup> trimestre, cette année, il n'y aurait pas d'augmentation supérieure à 1,6 %. Ça n'a plus été du tout».

Le lendemain, 30 mars, la grève était votée par 80 % des ouvriers, la maîtrise suivant exceptionnellement dans les mêmes proportions. Il faut dire que les 1,6 % généreusement octroyés par le patron non seulement étaient inférieurs aux augmentations déjà maigres de 75, mais de plus, il s'agissait uniquement de rattraper... ce qui n'avait pas été payé cette même année. Drôle d'augmentation !

Toujours est-il que des manifestations monstres dans les ateliers, assorties de discussions nombreuses permettront de rallier les quelques 20 % d'hésitants qui étaient restés sur les chaînes et cela en deux jours. Où en sommes-nous après 6 jours de grève ? Après avoir refusé toute discussion pendant deux jours, la direction a effectué le 1<sup>er</sup> avril ce que les travailleurs de la Général Motors appellent ironiquement un premier «recul», «recul» qui a consisté en deux réunions qui n'ont rien donné.

Mais ici, on n'a pas le goût de la plaisanterie «Il faut voir qu'en plus du blocage des salaires, il y a un profond mécontentement sur tout un tas de choses».

LE TRAVAIL DE NUIT POUR LES FEMMES, LES 3/8 POUR LES HOMMES

Les conditions de travail par exemple. Depuis des

boucler des profits maximum, Général Motors obtient toujours des dérogations.

Pour imposer, l'horaire en équipe et le travail de nuit (qui paye un peu mieux) pour les femmes il joue évidemment sur les bas salaires. C'est de la même façon que le travail du samedi est imposé. Et puis, les bas salaires, quel meilleur moyen de les imposer que de jouer sur le taux de chômage important à Gennevilliers ? C'est pour cela que Général Motors, après une période de chômage partiel qui durera jusqu'en 74, inaugurerait ce qui a son avis «payait plus» : les contrats à durée limitée. Il y a quelques temps, 600 travailleurs étaient à ce régime... Ils sont aujourd'hui 20.

«Il n'y a pas eu de lutte pour imposer leur embauche définitive» nous faisaient remarquer des militants syndicaux, hier. Le chantage au chômage, aux licenciements des «fixes» a joué sans conteste, dans cette usine où depuis 68 il n'y a aucune lutte significative.

Mais aujourd'hui les choses ont changé «nous voulons nos 8 heures de travail par jour, nous voulons l'augmentation de nos salaires» répétaient les travailleurs hier dans les couloirs, pendant que d'autres se mettaient en cercle pour entendre une pièce de théâtre jouée par la troupe El Assifa.

La direction ne s'y est pas trompée. L'évacuation de l'usine par la force était peut être imminente.



Filatures St-Liévin (Wattrelos)

APRÈS LES PROVOCATIONS ET LES MENSONGES DE LA DIRECTION

### LA GREVE CONTINUE

Alors que vendredi, la direction semblait prête à rediscuter sérieusement sur le 13<sup>e</sup> mois, revendication principale des revivistes, les Mulliez, les patrons faisaient paraître samedi un communiqué de presse, complètement en retrait sur leurs fausses promesses de la veille. Devant cette manœuvre, une nouvelle AG des travailleurs décidait la poursuite de l'action. Hier mardi, une centaine d'ouvriers étaient toujours présents au piquet de grève malgré l'intervention policière de lundi. Tous ces événements provoquent des discussions animées chez les travailleurs sur la dictature patronale, le rôle des flics et des cadres.

De plus en plus nombreux, sont les travailleurs qui, influencés par le PCF ou membres de ce parti, se rendent compte de la fausseté, de la soi-disant «Union

du peuple de France», prônée par leur parti. Dans l'immédiat une conférence de presse et une manifestation sont prévues cette semaine. Voici le communiqué de presse publié le 5 avril par les sections CFDT et CGT de l'usine : «Contrairement à ce que disent certains journaux (presse locale de Nord-Eclair à la Voix du Nord), la grève se poursuit à la filature St Liévin. En effet après information, la majorité des travailleurs ont décidé de poursuivre leur mouvement. Après échec des négociations de vendredi, seules les organisations syndicales CFDT et CGT avaient fait de nouvelles propositions recrutées par la direction ; celle-ci, lors de cette entrevue, a montré la même intransigeance. Dès lundi soir, les organisations CFDT et CGT avaient remis à la direction

une lettre rappelant les revendications des travailleurs et où elle se déclarait prête à toute véritable négociation. Au lieu de recevoir les travailleurs et de négocier, la direction, le mardi 5 avril, à 5 heures, fait appel à la police : 4 cars de gardiens de la paix et 5 inspecteurs alors que la direction présente à la porte, reconnaissant qu'aucun heurt au coup n'était donné (...)

Aussi, tous les travailleurs sont convoqués à la porte de leur usine aux heures de début de poste. Devant cette intransigeance, les travailleurs ne sont que plus déterminés, car les masques tombent. Il n'y a qu'un patronat. Son seul souci avec l'aide de la police si nécessaire est d'accroître ses profits, mais il n'a que faire du bien être et du mieux vivre des travailleurs».

## POUR UNE MÊME LUTTE A NATEL ET A LA BNP !

La BNP, comme beaucoup d'entreprises, accélère sa restructuration. C'est le sens de la «crise». La BNP considère qu'elle doit arriver à faire tourner sa banque avec moins de salariés. Elle restructure l'informatique, pour mieux restructurer sa banque : à terme, intégration complète de l'informatique, éclatement des grands centres. Dans dix ans, les travailleurs informaticiens pourront faire grève, la machine continuera de tourner...

A la BNP, les patrons sont revenus sur des avantages accordés ; ils exercent une répression très forte : il s'est passé exactement la même chose à Natel. La BNP repousse les justes revendications et réprime pour pouvoir briser le rapport de forces favorable aux travailleurs, et restructurer en paix.

En FÉVRIER-MARS 76, une grève se déroule à Natel (Lyon), filiale informatique de la BNP. La lutte est centrée sur les salaires, la déqualification du travail, les abus de la hiérarchie. La division géographique, juridique et syndicale, ne permettra pas aux travailleurs lyonnais de Natel, d'étendre le mouvement, et le travail reprendra sans satisfaction (remplacement du chef de

centre par un autre), après que les perfos aient refusé les primes de rendement proposées.

JUIN 76 : la BNP fait connaître sa décision de licencier 22 travailleurs à Natel Lyon.

SEPTEMBRE 76 : L'inspection du travail refuse.

26 NOVEMBRE : Le ministère du travail accepte.

DECEMBRE 76 : La BNP décide de fermer les centres de Lyon et de Dijon.

FÉVRIER 77 : L'inspection du travail accepte. (...)

Travailleurs de la BNP, votre lutte, c'est la nôtre. Nos revendications et les vôtres doivent être posées ensemble, par nous, par vous. Le résultat de notre lutte d'aujourd'hui déterminera nos conditions de salaires de demain.

Si on vous disait que les agences BNP de Lyon ne sont pas rentables et qu'il faut les fermer, seriez-vous prêts à l'accepter ? C'est exactement ce qui s'est passé chez nous.

Nous sommes prêts à nous déplacer et à discuter avec vous.

Continuons notre lutte, brisons nos divisions... pour vaincre !

(CFDT-Natel, Lyon)

MALMERSPACH, GLÜCK, DEFRENNE...  
L'OCCUPATION CONTINUE

## LES «SCHLUMPF» CONTRE MONORY, LE «MINISTRE DE LA PARLOTTE»

Lundi matin, une délégation intersyndicale des travailleurs de Schlumpf a rencontré Monory, l'obscur sénateur de la Vienne récemment promu par Barre au rang de ministre de l'Industrie. C'est à peine si le ministre, après avoir écouté les revendications des délégués des «Schlumpf», ne s'est pas déclaré lui aussi «incompétent»... Comme tant de ses subordonnés qui pendant neuf mois ont fait semblant de s'agiter autour du sort des 1 300 ouvriers du groupe lainier alsacien...

«Ce n'est plus le temps du dialogue, a répondu Jean Kaspar qui conduisait la délégation, c'est le temps de l'action. Monsieur le ministre, vous avez cédé devant les exigences des trusts lainiers du Nord qui tentent d'assassiner les industries alsaciennes...»

Dans l'après-midi de lun-

di, devant tous les travailleurs de Schlumpf réunis à l'usine Glück de Mulhouse, les délégués ont fait le compte-rendu de cette visite au «ministre de la parlotte» comme l'a qualifié l'un d'eux. Certes le dossier est maintenant sur le bureau du premier ministre qui doit décider ou non d'une injection de capitaux pour sauvegarder les filatures et l'intégrité des emplois. Mais les travailleurs, par un vote unanime, ont décidé de «ne pas baisser les bras», mais au contraire de «rester fidèle à l'histoire du mouvement ouvrier et, conséquence, de se battre» en continuant d'occuper les usines, le musée de Mulhouse qui leur appartient et de développer sans relâche toutes les initiatives de solidarité à leur lutte : «Nous ne laisserons plus personne d'étranger à la grève...» ont-ils réaffirmé avec force.

## INTERNATIONAL

Italie

## LE PCI DANS L'IMPASSE

La récente déclaration de Berlinguer, exigeant une participation effective du parti révisionniste, au moment où parmi les travailleurs la dénonciation du «pacte social» devient très virulente, et où passe, dans les centrales syndicales qui ont voulu le

faire accepter avec le soutien du P«C», un courant d'opposition dont la force pourrait bien amener une rupture du consensus imposé au cours des mois écoulés sous le signe du «gouvernement de l'abs-  
tention».

Aujourd'hui, à Milan, dans le théâtre lyrique, se tient une assemblée convoquée par 260 conseils d'usine. Que demandent-ils ? Tout d'abord, la démission de tous les dirigeants de la confédération des syndicats CGIL-CISL-UIL. Ensuite, la convocation de l'assemblée des délégués de base, pour discuter de la ligne du syndicat. Ils demandent aussi que la moitié au moins des futurs organes direc-

teurs de la confédération soit élue directement par la base...

Ce mouvement de l'opposition syndicale s'est rassemblé directement contre le «Pacte social» et les reculades des directions devant les pressions exercées par le FMI (Fonds Monétaire International) pour allouer le prêt de 350 millions de dollars demandé par le gouvernement. Aujourd'hui, la base syndicale, bien dé-

cidée à ne pas se laisser évincer, mais à se réapproprier les structures de son organisation, dénonce la ligne de collaboration de classe et de gestion suivie par ses dirigeants. C'est au cours d'une conférence de presse au siège de Milan que les délégués des 260 conseils d'usine ont pris la décision de convoquer cette assemblée.

Le mouvement d'opposition est impulsé par les plus grosses usines de la région milanaise : la Montedison, la Singer, l'Alfa-Sud. Mais il entraîne également des secteurs entiers du mouvement syndical milanaise : commerce, transports, métallurgie.

L'assemblée doit décider des formes de lutte à adopter dans les jours à venir.

LE P«C»  
EN DIFFICULTÉ

Depuis les dernières élections, déclarent aujourd'hui

certaines dirigeants du parti révisionniste, le PCI a «tous les inconvénients d'un parti qui serait au pouvoir et n'en a aucun des avantages». Les récentes déclarations de Berlinguer, exigeant un «accord politique» avec le gouvernement, trahissent bien cet embarras des dirigeants révisionnistes, qui ne peuvent plus expliquer aux travailleurs qu'une chose, c'est que tout va mal parce que la démocratie chrétienne n'est pas capable d'appliquer correctement la politique d'austérité. Poussé par la colère montante qui s'affirme dans les organisations syndicales de base, mis en cause directement par les jeunes (une partie des étudiants et des chômeurs), le PCI hésite cependant à rompre, comme le voudraient certains, sa politique d'abstention, car il sait que cela lui retirerait une partie importante de sa base électorale. Le PCI ne peut aujourd'hui gouverner sans la démocratie chrétienne,



Symbole de la collaboration des révisionnistes avec le pouvoir : les chars s'installent dans la ville de Bologne à l'appel du maire, membre du PCI

son retour à l'opposition provoquerait des élections anticipées dont il ne sortirait pas forcément vainqueur. C'est pourquoi Berlinguer lance des ultimatums de

plus en plus pressants, cependant que la résistance qui s'affirme dans la démocratie chrétienne rend de plus en plus étroite sa marge de manœuvre.

CONFÉRENCE  
DE LA FLM À FLORENCE  
L'OPPOSITION  
SYNDICALE  
SE DÉVELOPPE

Signe de l'évolution actuelle, la FLM, Fédération des Métallurgistes n'échappe pas à la contestation. Y participent trois confédérations CGIL (à dominante révisionniste), CSIL (influencée par la démocratie chrétienne) et UIL. Elle était considérée comme un des points d'appui les mieux organisés de la politique des collaborations de classe dans le mouvement syndical. L'influence du PCI y est prépondérante.

Or lors de sa récente Conférence Nationale, à Florence, à la mi-mars, une lutte s'est menée ouvertement.

D'abord sur la signification à donner à la grève du 18 mars. Les tenants du PCI voulaient en faire une mobilisation «pour le développement des investissements dans le Sud», afin de lui ôter ainsi tout caractère d'opposition à la politique d'austérité.

De nombreux délégués s'y sont opposés et ont attaqué l'accord syndicats-confédération (patronat). Un délégué de l'Alfa-Roméo (Ares-Milan) a déclaré : «Le contenu du pacte social sur les horaires, la mobilité de l'emploi, les changements de poste, les heures supplémentaires va à l'encontre des intérêts des ouvriers actifs et chômeurs et rend plus difficile le rapport du syndicat avec les jeunes et les étudiants».

D'autres délégués ont déclaré que «la ligne passée du syndicat avait été révisée», qu'il «ne suffisait pas de donner une lecture de gauche comme trentin, de cette révision», que l'accord Confindustria syndicats-patrons était un «tournant dangereux», amenant le syndicat à «finir par gérer les affaires selon la logique du capital».

Trentin, secrétaire de la FLM, a été amené à reconnaître qu'il y avait

deux lignes opposées dans la fédération. Et il a accusé ceux qui appellent à «diriger la résistance et la retraite» pour reprendre ensuite l'offensive, de ne pas assumer «l'austérité en fonction d'une politique de transformation» (celles du PCI) et d'avoir empêché que «l'austérité soit devenue le patrimoine de milliers et de milliers de travailleurs».

Bref, il a reconnu que tout un courant s'opposait dans la fédération à la politique d'austérité et de collaboration de classe du PCI.

Battant en retraite, il a essayé de couvrir et de justifier le PCI, en rendant «l'incertitude des partis responsable des erreurs commises dans le syndicat». C'est-à-dire l'hésitation de la démocratie chrétienne à appliquer pleinement les propositions du PCI... et aussi, l'hésitation dans le PCI à exiger une participation à part entière dans le gouvernement.

Ce qui allait dans le sens de la prise de position du 3 avril de Berlinguer demandant à la démocratie chrétienne un «accord politique». Mais le courant qui se développe chez les travailleurs, et à l'intérieur même des syndicats, refuse la politique d'austérité dans son ensemble — qu'elle soit gérée directement ou non par le PCI.

## Irlande

30<sup>e</sup> JOUR DE LA GREVE DE LA FAIM  
DES RÉPUBLICAINS DANS LA PRISON  
DE PORT-LAOISE

Depuis le 7 mars 20 Républicains membres du mouvement Sinn Féin Provisoire ont entamé une grève de la faim dans la prison de Port-Laoise, République d'Irlande, pour protester contre le traitement inhumain qu'ils subissent quotidienne-

ment. Le 3 avril les policiers chargeaient violemment une manifestation qui se tenait devant la prison et, on apprenait également que des grévistes de la faim étaient amenés à l'hôpital militaire de Curragh vu leur état sérieux.

Deux Républicains relâchés dernièrement ont pu décrire les conditions de vie dans l'enfer de Port-Laoise comme étant «cent fois pires qu'à Long Kesh ou Maidstone», camps de concentration du Nord. Pour avoir discuté durant la messe, trois prisonniers ont été mis en isolement total. Un autre a connu le même sort pour avoir protesté contre les fouilles humiliantes qu'il subissait. Maintenant, les 20 grévistes de la faim sont déterminés à aller jusqu'au bout s'il le faut, c'est-à-dire jusqu'à la mort, pour obtenir la satisfaction de leurs revendications qui sont les suivantes : «Droit de libre association, fin des fouilles personnelles humiliantes et dégradantes, fin de la détention en isolement total, droit aux visites libres et régulières, droit de travailler manuellement, de pouvoir accéder à des facilités d'éducation, droit de récréation et d'exercices, de pouvoir communiquer avec l'avocat de leur choix.

Depuis que cette action a

débuté, la répression n'a fait que s'accroître à Port-Laoise, ainsi la plupart des grévistes sont confinés dans leur cellule, les cigarettes, journaux, radio, affaires de toilettes et visites ont été purement et simplement supprimés. L'état de santé de plusieurs d'entre eux devient alarmant ainsi Daithi O'Connell et Kevin Mallon, dirigeants du mouvement républicain «Provisional» sont dans un état jugé sérieux et ne peuvent plus quitter leur lit, O'Connell souffrant en plus d'une blessure par balle reçue il y a longtemps. Deux autres grévistes de la faim, Tom Keenan et Fintan Hearty n'ont pu être présentés devant la Special Criminal Court où ils devaient être jugés le 21 mars, leur état de santé ne leur permettant pas d'accomplir le voyage d'une centaine de kilomètres qui séparent Port-Laoise de Dublin.

D'autre part, les Républicains ne sont plus autorisés à laver leurs vêtements. A ces humiliations, l'administration de Port-Laoise ajoute

la torture psychologique comme, par exemple, en apportant régulièrement à l'heure des repas de la nourriture dans les cellules des grévistes, cellules se trouvant dans les sous-sol de la prison.

Dans les médias, c'est le silence complet. Il est vrai que le ministre de la censure, Conor Cruise O'Brien, travaille bien et a interdit d'antenne les Républicains. Joe Cahill, vice-président du Sinn Féin Provisoire, et plusieurs journalistes se sont vus interdire l'accès de la prison. Cependant de toute l'Irlande affluent des messages de soutien aux grévistes de la faim. Différentes personnalités, le Comité des Parents des détenus, demandent l'ouverture d'une commission d'enquête publique. L'organisation culturelle «Conradh na Gaeilge» œuvre dans le même sens et a envoyé une lettre à la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg.

Il y a un peu plus d'un an mourraient Frank Stagg et Michael Gaughan à la suite

d'une grève de la faim de 60 jours menée dans des prisons anglaises. Demain verra-t-on les patriotes mourir dans les geôles du Sud ? Toujours est-il que l'État «libre» d'Irlande est en voie de surpasser totalement ses maîtres britanniques dans la répression contre les patriotes.

Rompre le silence autour de cette lutte, apporter un soutien international est important et plus qu'urgent. Dans un communiqué, le Comité Irlande (14 rue de Nanteuil - Paris) «appelle tous ceux qui veulent exprimer leur opposition aux traitements infligés aux prisonniers politiques en Irlande à écrire, envoyer des télégrammes à l'Ambassade d'Irlande, 12 avenue Foch, Paris 75 016 et à contacter le Comité Irlande pour envisager ensemble les moyens appropriés pour faire pression sur le gouvernement de Dublin, afin qu'aucun de ces prisonniers ne meure. Le temps presse...».

SÉBASTIEN GWELTAZ

## Castro-Brejnev

## LA TENTATIVE AFRICAINE DE L'URSS

Au Kremlin, ce furent les grandes embrassades quand Castro est arrivé rendre compte à Brejnev de son voyage en Afrique. Podgorny était rentré de la veille, venu de Tanzanie.

LE VOYAGE DE CASTRO :  
LES TROUPES CUBAINES  
RESENT EN ANGOLA

Pendant un mois Fidel Castro a sillonné l'Afrique du Nord au Sud en passant par l'Est. L'un de ses principaux acquis c'est que les troupes cubaines resteront en Angola. Jusqu'au jour où «l'Angola aura des troupes suffisamment équipées et entraînées pour s'opposer avec succès aux agressions impérialistes». De cette appréciation, seuls sont maîtres les mercenaires cubains et surtout leurs fournisseurs, les Soviétiques. Le premier résultat de la cavalcade diplomatique soviétique de ce dernier mois est que les Soviétiques sont décidés à entretenir pendant une période indéterminée un corps expéditionnaire, très bien armé et efficace de 10 000 hommes en Afrique Australe.

...ET CUBA ESSAIE  
DE TRACER  
DES DIVISIONS

Bien que pour l'essentiel la teneur des entretiens entre Castro et les divers dirigeants africains n'aient pas été rendus publiques, les pays même visités constituent une indication importante.

D'abord, il s'agit de deux régions où des tensions apparaissent, d'une part dans la zone de la Mer Rouge et de la corne de l'Afrique, Castro a visité la Libye, l'Éthiopie, la Somalie, les régimes considérés comme «progressistes» par l'URSS et qu'elle encourage à s'opposer à des voisins qualifiés de réactionnaires, essayant de rassembler derrière sa barbe et en fin de compte sous la botte soviétique une partie de ces pays, Castro les soutient dans leur lutte contre l'impérialisme conçu comme d'abord une lutte contre les régimes «réactionnaires» voisins : l'Égypte, l'Arabie Séoudite, le Soudan, le Zaïre. Loin de soutenir la lutte contre l'impérialisme, il la brise pour se délimiter un empire dont les pays leur serait d'autant plus soumis

que les divisions sont profondes.

Dans l'Afrique Australe, Castro et son prestige s'effaçait devant les lourdes avances soviétiques qu'il n'a servi qu'à auréoler d'un prestige «révolutionnaire».

LE VOYAGE  
DE PODGORNÝ :  
UNE LOURDE PRESSION

Podgorný lui s'est limité à treize jours en Afrique Australe. Il a pris soin d'exalter en parole tous les aspects de la lutte des peuples d'Afrique Australe et d'offrir généreusement toute l'aide dont ils pourraient avoir besoin. Derrière cette générosité se cachait le lourd appareil que les Soviétiques cherchent à imposer en échange de leur solidarité : 120 personnes suivaient Podgorný et faisaient flèche de tous bois auprès des autorités des pays visités.

Les voyages de Castro et de Podgorný, n'étaient-ils pas seulement conjoints, mais complémentaires : un grand déploiement de forces pour faire une percée en Afrique. Ils se réjouissent puisque Podgorný a pris pied sur les terres qu'il rêve de conquérir. Mais en même



Brejnev-Castro

Après leur chassé-croisé en Afrique, ils se retrouvent au Kremlin.

temps, l'arrière-fond de la subite intrusion au Zaïre, des ex-gendarmes katan-gais, à partir des camps cubains en Angola, le développement jour après jour de l'expérience de l'impérialisme soviétique en Angola, entraînent la méfiance de ceux que les Soviétiques sollicitent. Podgorný a montré le bout de l'oreille lorsqu'il a essayé d'affirmer ses volontés «pacifiques» dans l'Océan Indien, dont

les pays du Tiers-Monde, unanimes, ont demandé le retrait de toutes les flottes étrangères. La diplomatie soviéto-cubaine s'oppose de front à la diplomatie du Tiers-Monde d'unité et à ses exigences. Aussi l'apparent succès ne cache pas la profonde opposition qui existe entre les peuples et pays africains et les projets soviétiques.

G. CARRAT

## Au Sud Liban

## L'OFFENSIVE PALESTINIENNE ET PATRIOTIQUE ARABE

Les forces palestiniennes et patriotiques libanaises ont lancé dès le début de cette semaine une grande offensive contre les forces fascistes libanaises et les forces sionistes stationnées au sud depuis plusieurs mois. Dans cette offensive, le village de Taibé, occupé mercredi dernier par les forces ennemies, a été libéré.

Depuis des semaines déjà, la question du Sud-Liban est devenue le centre des préoccupations des forces patriotiques arabes. Depuis des mois, les sionistes et les fascistes grignotent le terrain, avançant peu à peu dans leur projet de créer une zone-tampon entre les forces palestiniennes et l'État sioniste, pour empêcher celles-ci de passer en terre occupée, comme avant la guerre du Liban.

LE VILLAGE DE TAIBÉ  
LIBÉRÉ

Depuis des mois, les fascistes libanais soutenus entièrement par l'État sioniste font des raids meurtriers sur les villages qui ne sont pas sous leur contrôle, dans le but de chasser la population comme le faisaient les sionistes avant, dans leur politique de «terre brûlée», qui consiste à chasser la population pour occuper ensuite. Mais la ferme détermination de la population à rester chez elle a fait échouer ce plan : l'exemple de Bint Jbeil montre le courage de cette population qui ne

crain rien, alors que le village est très mal situé (sur une colline, entièrement à découvert). Bombardées plusieurs fois, les familles ont dû fuir au début. Mais elles sont revenues très vite, ont entrepris la reconstruction des maisons démolies et ont décidé de s'installer, avec l'appui des forces patriotiques libanaises et de la Résistance.

Depuis, elles sont toujours là, ripostant à la moindre attaque des fascistes.

Le Sud est aussi une région importante pour la Résistance Palestinienne, où selon les accords du Caire, elle a entièrement le droit de s'installer pour poursuivre son objectif, la libération de la Palestine. L'offensive menée actuellement par la Résistance est accompagnée d'un retour à la lutte armée en Palestine : la colonie de Misgrav Am, sioniste, a été attaquée.

UNE NOUVELLE  
SITUATION

La guerre actuelle du Sud montre une nouvelle situa-

tion au Liban et au Proche Orient. Lorsque mercredi dernier, les forces fascistes ont attaqué les forces de la Résistance, il s'agissait pour elles d'attaquer le régime actuel au Liban, le gouvernement de Sarkis, qui refuse de se plier à leurs demandes.

Depuis plusieurs semaines les contradictions s'aiguisent entre les forces fascistes qui ne cachent pas leurs liens avec les sionistes et le gouvernement libanais, le régime syrien et les forces arabes d'autre part. C'est ce qui amène des forces syriennes à participer aussi à la guerre du sud contre les fascistes, bien que ce ne soit pas d'une façon massive. Un nouveau rapport de force est en train de se créer dans la région, à travers la guerre du Sud : les forces palestiniennes et patriotiques libanaises sont de plus en plus soutenues par des éléments libanais qui sont du côté syrien (exemple du chef religieux chiite, Moussa Sadr) et par des forces syriennes, dans la guerre qui se mène contre Israël et les forces fascistes. Cette nouvelle situation ne peut qu'être favorable à la Résistance et aux forces patriotiques libanaises qui appellent depuis toujours à centrer les forces contre le principal ennemi de la région Israël.



Un milicien de la droite libanaise patrouillant avec un soldat de l'armée israélienne. Une alliance de fait.

## Yasser Arafat à Moscou

Yasser Arafat est arrivé hier en Union Soviétique pour une visite officielle. A plusieurs reprises dans le passé, de telles rencontres ont eu lieu. Chaque fois, les pressions de Brejnev pour faire admettre la reconnaissance de l'État d'Israël se sont heurtées au refus très ferme du leader de la Résistance Palestinienne. Aucun communiqué commun avalisant un accord entre les deux parties n'a jamais pu être publié, et la presse officielle soviétique a dû à maintes reprises démentir ultérieurement les fausses informations qu'elle avait publiées à ce sujet.

## En bref...

● CONGO : L'ancien ministre de la défense, un militaire, le colonel Yombi Opango, a été désigné pour succéder à Ngouabi, assassiné le mois dernier, à la tête du gouvernement. Opango dirigera le comité militaire et réunira entre ses mains les fonctions de président et de premier ministre.

● BRUXELLES : «Le Parlement européen élu au suffrage universel doit devenir un constituant», a déclaré lundi Willy Brandt, ancien chancelier de la RFA et président du parti social démocrate allemand... Il s'agirait donc, pour la RFA, de mettre fin à l'indépendance nationale dans le cadre d'une Europe largement dominée par le poids de l'Allemagne de l'Ouest ?

PLUS DE  
DIPLOMATES  
CUBAINS À  
KINSHASA

Le Zaïre a annoncé officiellement la rupture de ses relations diplomatiques avec l'État Cubain.

● LES QUATRES ÉTUDIANTS IRANIENS expulsés voici trois mois, sont toujours retenus en Suède. Ils avaient reçu l'ordre de partir alors que deux de leurs camarades étaient arrêtés, injustement accusés de participation à l'attentat dirigé contre un représentant de la Savak (police politique du Shah) en France. Ces deux camarades ont été mis en liberté provisoire, mais les 4 expulsés n'ont toujours pas obtenu leur retour.

● FINLANDE : LE MARK A ÉTÉ DÉVALUÉ de 5,7 % dans la nuit de lundi à mardi. La Finlande a connu des grèves importantes au cours de ces derniers mois, et les syndicats ont fait savoir qu'en cas de dévaluation, ils demanderaient une renégociation des contrats salariaux.

● GRANDE-BRETAGNE : DIFFICULTÉS AUTOUR DU CONTRAT SOCIAL.

À l'appel de British Leyland, la firme de construction automobile où s'est déroulée une grève de 4 semaines, mille sept cent délégués syndicaux ont décidé, dimanche, de lancer une journée de lutte le 20 avril, pour s'opposer à une troisième année de limitation des salaires. C'est le refus opposé par les travailleurs britanniques au chantage au dégrèvement fiscal proposé par Callaghan en échange d'une nouvelle année de contrat social.

# INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC

(Extraits)

3

En septembre, Barre, nouveau venu sur la scène politique, prétend s'attaquer aux choses sérieuses, aux vrais problèmes ! Ce professeur quitte sa chaire et devenu premier ministre laisse tomber son diagnostic le problème, c'est l'inflation !

Dans un avenir indéterminé, avec de la patience, avec des efforts, les choses iront peut-être moins mal, précise-t-il. Et il lance son plan, peu original d'ailleurs puisque c'est le dixième contre l'inflation de ces 25 dernières années, bloque les prix pour trois mois, sauf notamment les produits alimentaires, justement ce qui pèse lourd dans tout budget ouvrier. Dès novembre, vignette-auto et essence augmentent très fortement. La baisse de TVA de janvier n'a fait qu'opérer une interruption momentanée dans la hausse d'un certain nombre de produits. Quant aux tarifs publics, ils connaissent actuellement une hausse de 6,5%. Et puis, l'indice de février annonce une hausse officielle des prix importante. Pour mars et avril, des indices plus mauvais encore sont prévus. Mais Barre le professeur, explique tout cela très facilement : pour février, ce sont les hausses de salaire de 76 qui sont en cause, et puis aussi les dentistes qui n'ont pas respecté les normes fixées, et enfin, l'augmentation du prix de certaines matières premières. D'ailleurs, ajoute Barre, il ne faut pas s'étonner, c'est seulement au second semestre que la politique anti-inflationniste portera ses fruits. A condition bien entendu que les matières premières n'augmentent pas trop. A condition aussi que les industriels n'augmentent pas trop leurs prix... Et puis, il y a évidemment les aléas de la conjoncture... Bref, tout ce que Barre peut prévoir aujourd'hui avec le moins d'incertitude, c'est que l'augmentation des prix risque fort de dépasser largement les 6,5% annoncés pour 77.

En résumé, ce plan de lutte contre l'inflation, c'est pour l'instant, après un relatif et artificiel ralentissement des hausses, une reprise importante de celles-ci.

## NON À LA HAUSSE DES PRIX !

Par contre, sur le plan du blocage des salaires, Barre l'intransigeant est beaucoup plus énergique ! Il est vrai que cela lui est plus facile : il impose le refus de toute négociation salariale, de toute augmentation de salaire. Aux «Ecoreuils» de la Caisse d'Épargne qui avaient engagé une lutte longue, pour s'opposer à la baisse de leur pouvoir d'achat, Barre a répondu par un refus définitif. Aux ripostes contre l'amputation du pouvoir d'achat, le gouvernement a répondu par l'invective, la répression. Face aux multiples hausses qui commencent à se développer, il est vivement recommandé de se serrer la ceinture, en attendant d'hypothétiques jours meilleurs. En réalité, ce à quoi s'attaque le plan Barre, c'est aux salaires.

Mais l'attaque la plus grave que porte le plan Barre à la classe ouvrière, c'est sur le plan de l'emploi. Ce plan signifie nécessairement chômage massif, licenciements, reclassement avec perte d'avantages acquis, déportation brutale hors de la région d'origine pour des centaines et des centaines de milliers d'ouvriers. C'est pratiquement chaque jour qu'on assiste à des licenciements, à des fermetures d'entreprises jetant des centaines de travailleurs à la rue. Dans certaines villes, c'est parfois un travailleur sur cinq qui se retrouve au chômage. Et ce fléau frappe en priorité les ouvrières, mais aussi les jeunes, les vieux, les travailleurs immigrés.

Aujourd'hui, avec la dégradation continue de la situation depuis que le plan Barre a été lancé, c'est plus de un million et demi de travailleurs qui se retrouvent sans emploi. Sans compter les réductions d'horaires qui amputent d'autant le salaire. Et avec la multiplication des contrats à durée limitée, les patrons prétendent chasser les intérimaires au bout de quelques semaines, de quelques mois, et cela, sans indemnité, selon leurs besoins, leur bon vouloir. Avec un cynisme révoltant, la bourgeoisie prétend que les chômeurs, avec l'aide qu'ils reçoivent, ne seraient pas trop à plaindre. Jugeons-en ! plus de la moitié d'entre eux ne reçoit aucune aide de l'Etat, notamment les jeunes à la recherche du premier emploi : ils étaient près de 200 000 dans cette situation en janvier. Le chômage, c'est la recherche anxieuse d'un nouvel emploi. Le chômage, ce sont les attentes interminables à l'ANPE, le chômage ce sont les tracasseries sans fin de l'administration qui prétend détecter les faux chômeurs, c'est l'humiliation, c'est la misère. Voilà ce que secrète chaque jour, chaque heure, cette société dite développée. Voilà ce que produit nécessairement ce plan.

## REFUSONS TOUT LICENCIEMENT NON AUX FERMETURES D'USINE !

Dans «*Démocratie Française*», ramassis pour l'essentiel de lieux communs éculés rabâchés par la bourgeoisie depuis des dizaines d'années, d'Estaing affirme : «*La suppression durable du chômage est à la portée d'une économie pluraliste comme la nôtre*». Depuis, Barre, son premier ministre, a rectifié en ces termes : «*Je ne crois pas que l'on puisse éviter des licenciements dans certains cas*». Voilà qui atteste brutalement de l'écart entre la politique annoncée par ces gens-là et la réalité de sa réalisation. Totalement incapable d'enrayer la hausse du coût de la vie, bloquant les salaires, jetant des centaines et des centaines de milliers de travailleurs à la rue, Barre ajoute à cela une répression féroce contre ceux qui engagent la riposte.

Voilà rapidement tracé le bilan de ce plan dirigé contre la classe ouvrière. Ce bilan constitue nécessairement un grave réquisitoire contre cette société pourrie, qui a fait largement son temps et qui, artificiellement, est provisoirement maintenue. En effet, que penser de cette

société dont l'usure et la décadence s'affirment avec plus de netteté chaque jour. Que nous propose-t-on ? Sinon l'austérité, le chômage, le bâton des CRS, en attendant des jours meilleurs. L'objectif de Barre, c'est de rendre compétitive l'économie française sur le plan international. Cette politique porte un nom : c'est le redéploiement, la restructuration, l'assainissement, la rationalisation capitaliste. Cela signifie la fermeture des entreprises non rentables, l'intensification du travail... Dans ces conditions, le chômage apparaît plus que jamais comme un fléau nécessairement lié à cet impérialisme, engendré par lui. Les efforts vains de la bourgeoisie pour chercher à en masquer l'ampleur, pour chercher à le minimiser, butent sur une réalité sans cesse dégradée. Les solutions proposées : mieux adapter l'offre à la demande — mieux informer des possibilités d'emplois, réformer la formation professionnelle, renforcer la mobilité apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont : des tentatives dérisoires et totalement inopérantes. Voilà donc la bourgeoisie contrainte de laisser ce fléau se développer, d'afficher sa totale impuissance dans la situation actuelle non pas même à le freiner, mais à l'empêcher de se développer. Il faudrait tolérer cette maladie afin d'en guérir une autre, elle-même incurable.

De quoi demain sera fait ? Impossible de répondre, cela dépend des autres impérialismes, cela dépend des exigences des pays dominés ! D'Estaing, ce petit marquis, balloté au gré des événements, est acculé à reconnaître que la reprise ne dépend ni de lui, ni de Barre mais des autres impérialismes. Quel éclatant aveu de faiblesse ! Même si le plan Barre parvenait momentanément à atténuer tel ou tel aspect particulièrement odieux de cette société, il est nécessairement condamné à l'échec, car la maladie dont souffre cette société est incurable. C'est son fonctionnement, c'est sa nature impérialiste qui sont en cause. A cela, pas de remède bourgeois. En témoigne de plus en plus clairement l'incapacité de ceux qui nous gouvernent à tracer une quelconque perspective d'avenir. Ils ne s'aventurent même plus à prévoir la fin du tunnel. Le bateau fait eau de toutes parts, et les d'Estaing, Barre et compagnie cherchent vainement à colmater les brèches au jour le jour, tâchant par leurs discours vides de masquer la profondeur des contradictions qu'ils sont bien incapables de résoudre. Les seuls objectifs tracés sont des palliatifs à des carences de plus en plus insupportables.

Pour l'instant, une riposte d'ensemble n'a pu encore s'organiser contre le plan Barre, bien que de nombreux facteurs de mécontentement, de colère, de révolte s'accumulent de façon explosive. La répression brutale qui s'abat sur les luttes offensives et les travailleurs combattifs, l'intransigence opposée aux revendications, le chantage au chômage constituent autant d'obstacles à une initiative d'ensemble. Enfin et surtout, les partis bourgeois de gauche PCF et PS ont, par l'intermédiaire des directions syndicales confédérales, tout fait pour isoler, morceler, dissocier les luttes, s'opposant ainsi au déferlement nécessaire d'un mouvement d'ensemble sur le pays. Pourtant, le 7 octobre avait révélé nettement la volonté de riposte, la force de la voie de la lutte. C'est le plan Barre qui alors était mis nettement en accusation, qui était désigné comme la cible, qui devait être balayé. En même temps que s'affirmait la volonté de ne pas attendre 78, un scepticisme important, voire une opposition directe se manifestaient contre la fausse alternative du programme commun. Et si le regain momentané des luttes n'a pu s'étendre au lendemain du 7, c'est bien PCF et PS qui en portent largement la très lourde responsabilité. Ils ont alors contraint momentanément la classe ouvrière à supporter tout le poids du redressement de l'impérialisme français. Et cela parce qu'ils craignaient que la riposte d'ensemble échappe à leur contrôle et effraie leur électorat petit bourgeois.

Oui, messieurs du PCF et du PS, vous avez montré là dans quel camp vous vous situez, vous avez montré là votre véritable position, vos véritables ambitions.

Pourtant, à travers le pays, parfois depuis de longs mois, de nombreux travailleurs occupent leurs usines, popularisent leurs luttes, s'organisent. Dans la dernière période notamment, des luttes dures, offensives ont été déclenchées, contre des licenciements comme à Sescosem où les travailleurs du trust se coordonnent, ou contre la baisse du pouvoir d'achat.

C'est qu'en ce lendemain des municipales, et avant les échéances de 78, nous entrons dans une situation à l'enjeu considérable.

Les conséquences du plan Barre sont de plus en plus insupportables et la volonté de faire payer à la bourgeoisie ses propres difficultés s'amplifie. Déjà chahuté dans certains de ses derniers déplacements, que Barre s'attende à des difficultés accrues. En un juste retour des choses, le moment est venu où le donneur de leçons en économie doit recevoir lui-même la leçon : une riposte cinglante à son plan. Celle-ci est plus que jamais à l'ordre du jour, et devient plus possible aujourd'hui qu'hier. L'heure est à la lutte contre ce plan de misère, de privation. L'heure est à l'initiative.

Dans la classe ouvrière, un grand débat d'idées s'approfondit. La nécessité d'une riposte d'ensemble est maintenant établie pour de très nombreux travailleurs. Progrès aussi la prise de conscience que la crise qui frappe cette société est politique, qu'elle concerne cette société dans son tout. Se trouve ainsi nécessairement posée la question de l'issue révolutionnaire à cette crise, et des fausses alternatives aux Giscard, Barre, Chirac. L'exigence de préciser le projet de société socialiste proposé par les vrais communistes s'inscrit ainsi au cœur même de la lutte d'idées au sein de la classe ouvrière.

(à suivre)

# plein succès du rassemblement communiste

**les interventions... Parmi les interventions... Parmi les interve**

## «CE N'EST PAS LA MINE QUI EST PÉRIMÉE, C'EST LE CAPITALISME !»

Intervention d'un mineur

CAMARADES,

Tout d'abord, je voudrais vous présenter mes salutations communistes.

Ayant passé 35 années au fond de la mine, je peux vous affirmer que la mine n'est pas périmée, mais que périmé est bel et bien le régime capitaliste.

Oui, dans les mines, le capitalisme tue et mutilé. Tout est organisé pour le rendement, pour le profit de la bourgeoisie.

Il est une question importante que se posent tous les mineurs : oui ou non la mine a-t-elle un avenir ? Quel est le mineur qui, quand son fils a l'âge de travailler, ne se demande pas s'il doit l'envoyer à la mine ? Quel est le mineur qui, constatant le dépérissement lent du bassin minier, ne se demande pas si la lutte est encore possible, si la lutte pour le maintien des puits n'est pas, comme beaucoup le racontent, une lutte d'arrière-garde ?

A toutes ces questions, nous, communistes révolutionnaires répondons clairement :

Oui la lutte est possi-

ble ! La lutte pour le maintien des puits et la lutte pour la sécurité doivent être menées de front ! Oui la mine est nécessaire !

La mine a tout son avenir dans la perspective d'une France socialiste qui mettra en valeur toutes les ressources de son sous-sol, et qui construira son indépendance énergétique en comptant sur ses propres forces !

C'est le régime capitaliste qui trouve ses intérêts à condamner la mine et ses générations de mineurs, en misant sur les profits du tout-pétrole d'abord, et du tout-nucléaire aujourd'hui.

Camarades, cela ne sera vraiment possible que lorsque les travailleurs auront le pouvoir, quand ils pourront organiser la production eux-mêmes et s'attaquer véritablement à la cause du mal : le profit, la course au rendement.

Dès maintenant, c'est possible d'engager la lutte et de faire reculer les Houillères, avec nos mots d'ordre : s'unir pour vivre, s'unir pour faire appliquer la loi, s'unir pour combattre !

La nationalisation des Houillères et l'instauration du salaire au rendement ont

profité à la reconstruction capitaliste de l'après-guerre. Si la « bataille du charbon » a été gagnée, c'est à quel prix pour les mineurs ? Et c'est bien la bourgeoisie qui en a profité : l'économie capitaliste a ainsi été reconstituée avec la collaboration des faux « communistes » du P.C.F.

Peu après, ce seront les politiciens de la vieille SFIO (et Mitterrand était déjà en place) qui enverront leurs flics contre les grandes grèves de 48.

Voilà tout un passé qui doit nous éclairer sur les projets politiques de ces partis, aujourd'hui. S'ils se réclament de la classe ouvrière, c'est pour aménager ou transformer le capitalisme, en espérant avoir le consensus social. La coalition PS-PCF nous préparait-elle un nouvel appel à « retroussez-les-manches » ?

Soyons vigilants contre toute tentative de renforcement de l'exploitation capitaliste !

Développons la seule issue possible pour nous, travailleurs des mines, des usines et des campagnes : l'issue révolutionnaire, la perspective d'une France authentiquement socialiste.

Un petit paysan de la Drôme

## «IL FAUT DÉVELOPPER L'UNITÉ OUVRIER-PAYSAN»

La grande majorité des paysans sont exploités, sauf bien sûr les paysans capitalistes tels que Céréaliers-betteraviers, gros éleveurs, viticulteurs (comme Doumeng). Ces paysans sont exploités à des degrés différents ; avec la crise, cette exploitation s'accroît : les paysans sont de plus en plus coincés entre les firmes d'amont et d'aval (Après avoir exigé des éleveurs qu'ils fassent 1 000 à 2 000 œufs par jour, Lustucru décide de réduire l'achat des œufs ! Eh ! bien, le paysan n'a guère le choix que de céder ou de se battre, dans la mesure où il n'est pas tout seul.

La France abandonne la culture des fruits et légumes, parce qu'il est plus rentable de s'approvisionner ailleurs où les paysans sont encore plus exploités (Tiers-Monde en particulier). Tout ceci grâce à l'appui du Crédit Agricole qui distribue ses prêts à taux bonifiés à ceux qui se mécanisent et s'agrandissent aux dépens des autres, c'est-à-dire à ceux qui vont enrichir les firmes agro-alimentaires.

La seule solution que nous propose la bourgeoisie c'est d'accroître la main-

mise du Crédit Agricole et des firmes sur les paysans et d'accélérer la disparition des petits paysans grâce à la mise en place des plans de développement qui visent à faire disparaître six paysans sur sept en rendant encore plus draconienne l'attribution des prêts à taux bonifiés.

Cette situation a pour conséquence : l'augmentation de l'exploitation du travail des paysans, 60 heures par semaine, augmentation des accidents mortels (1 sur 5), des revenus toujours plus bas. Beaucoup sont contraints de partir pour aller à l'usine ou au chômage, le gel et la sécheresse ont amplifié l'exode.

Pas question de s'en tirer tout seul ! Face à Sanders, un paysan isolé ne fait pas le poids ! Les luttes nous montrent que les paysans ont compris la nécessité de s'unir. Mais ça ne suffit pas ! Si nous voulons mettre fin à nos problèmes la seule solution, c'est de s'en prendre à la racine de toutes nos difficultés : le capitalisme ! et de nous battre aux côtés de la classe ouvrière, pour accomplir la révolution prolétarienne.

Plusieurs exemples de lutte nous montrent que les paysans ressentent un puissant besoin de changement et d'unité avec la classe ouvrière. Dans la période, il y a eu le soutien aux luttes du « Joint Français », de Penaroya, de Salamender à Romans, des délégations à Dreyfus, (Barbières), pour Wessafic, des ventes directes à la sortie huit ans, cela était impensable. Mais il nous reste encore du chemin à faire :

— lutter contre le mythe du paysan chef d'entreprise — développer la lutte de classe, premièrement entre les paysans et les firmes, bien faire apparaître cette contradiction et non se référer à l'Etat comme arbitre qui propose de fausses solutions (office des vins, office foncier, des primes sécheresse, calamité et autres). Deuxièmement, entre les paysans eux-mêmes à partir des revendications des plus petits qui éprouvent le mieux le besoin de lutter contre la course à la modernisation, contre l'unité avec les gros, contre les fausses solutions du MODEF.

Il faut développer l'unité ouvriers-paysans.

## «LE JOUR N'EST PAS LOIN OÙ LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS PRIMERA SUR CELUI DES CAPITALISTES»

Intervention  
de clôture

Camarades,

... Lors de ces élections municipales, il a surtout été question de changer la société. Pour le pouvoir capitaliste, depuis 20 ans en place, le résultat acquis est désastreux ! Un million et demi de chômeurs ! et ceux qui travaillent trop souvent pour un salaire de misère, n'arrivent plus à joindre les deux bouts...

... Il est sûr que dans chaque foyer de travailleurs, on veut autre chose que des promesses, que ces jeunes chômeurs regardent l'avenir plutôt avec amertume qu'avec confiance.

La gauche est peut-être sur le point de l'emporter. Mais sachez tous messieurs les impérialistes en place, ou vous soi-disant socialistes, que la société est faite en premier par le monde des travailleurs, des exploités et que finalement

ce sont eux qui vont la changer cette société !

Il ne faut plus compter sur ces masses pour redresser la soi-disant crise actuelle. Ne comptez plus sur nous messieurs les capitalistes pour remplir vos coffres. Quand à vous messieurs du programme commun, cherchez autre chose.

Nous, au Parti Communiste Révolutionnaire, nous voulons vivre et non des promesses, des acquis au rabais, car depuis 20 ans, n'est-ce pas de cela que vous avez forcé la classe ouvrière à se contenter ; heureusement envers et contre toutes les colonies, le PCR grandit. La vraie famille de travailleurs s'organise. Ne vous en déplaise à vous tous. La nouvelle société est en marche. Le jour n'est pas loin où le pouvoir des travailleurs primera sur celui des capitalistes. Nous n'accepterons

plus jamais de périodes où il était question de travailler à la « retroussez vos manches », en avant pour les 100 000 tonnes ou autres slogans. Cela, par le passé n'a conduit le peuple travailleur qu'à cette situation actuelle, c'est-à-dire, au chômage et à la misère, souvent prématurément à la destruction de la santé des travailleurs. La nouvelle société est en marche partout dans nos mines et dans nos usines (...)

Je voudrais en terminant, vous dire combien ont foi les travailleurs en un véritable changement. Combien, ils vous souhaitent à vous les jeunes de vivre une vie meilleure. Mais pour cela il faut nous unir, nous les anciens exploités et vous les jeunes afin de chasser jamais ceux qui depuis 10 générations et des générations s'enrichissent, se nourrissent de notre sueur et notre sang (...)



### UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ DE GRENOBLE

CAMARADES ET AMIS  
FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

Au nom des travailleurs immigrés de Grenoble, nous saluons chaleureusement votre meeting ; nous tenons à vous affirmer notre solidarité militante ; car notre combat est commun.

Depuis que la crise a commencé à se développer, la bourgeoisie impérialiste française rejette sa propre crise sur le dos des travailleurs de France et particulièrement les travailleurs immigrés, c'est ainsi qu'elle tente de diviser les travailleurs. Mais les travailleurs opposent à cette bourgeoisie décadente leur unité de combat ; unité indefectible.

Camarades français et immigrés mobilisons nous pour renforcer notre unité.

Vive la lutte des travailleurs immigrés !

Vive la lutte des travailleurs français !

Travailleurs français immigrés, même ennemi, même combat !

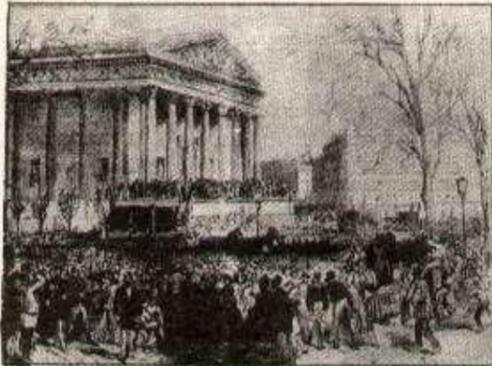
# La Commune au jour le jour

Par Paule Sacconet

Jeudi 6 avril 1871



Grande journée de deuil et de recueillement : ce sont les obsèques des premières victimes lâchement assassinées par l'armée versaillaise.



C'était la première fois que le peuple pouvait, sans la menace des forces policières, organiser un hommage à ses morts. Il fut sous le signe de la grandeur et de la dignité prolétarienne.

Un témoin, Maxime Vuillaume, raconte :

« Remplissant la rue, débordant dans les voies avoisinantes, gardes fédérés, gens du peuple, bourgeois, femmes, enfants, avec ou sans armes, ayant tous à la boutonnière la fleur d'immortelle. Toutes les têtes étaient découvertes. De temps à autre, de cette multitude partait un cri isolé :

- Vive la Commune  
- Nous les vengerons...

... Enfin le cortège s'organisa. Lentement, après avoir quitté Beaubourg, il descendit vers la Madeleine, par le faubourg Saint Honoré. Tous se découvraient. En tête, formant avant-garde, le bataillon des jeunes volontaires de la République, avec leur costume gris ardoise. Derrière eux deux bataillons fédérés, musique en tête, tambours voilés, drapeau rouge entouré de crêpe.

Les tentures des trois catafalques disparaissaient sous un amoncellement de couronnes. Aux angles, des faisceaux de drapeaux rouges... Des bataillons suivent et encore des bataillons. Derrière un fleuve humain qui s'allonge à chaque pas. »



« Le peuple qui, aujourd'hui, a vu passer nos morts, ne pardonnera pas ! Entre les meurtriers et lui, il y a un abîme d'effroi ou de haine, creusé aussi profond que la fosse énorme dans laquelle on a descendu les cadavres », écrit Jules Vallès dans son éditorial du « Cri du peuple ».

Livre conseillé : Maxime Vuillaume : « Mes hiers rouges au temps de la Commune » (Albin Michel)

## DANS NOTRE COURRIER

# FAIRE APPARAÎTRE LE DEBAT PRESENT DANS LES USINES

Voici rapidement quelques idées sur le journal.

Dans l'ensemble, il se lit bien, et répond bien à sa désignation de quotidien. Entre autres, nous approuvons l'initiative sur la Commune ; l'analyse des jeux politiques bourgeois nous éclaire ; l'évolution d'un conflit est suivie, ce qui est bien. Dans la partie informations générales, ce qui nous semble important, c'est qu'elle permet de préciser nos arguments sur beaucoup de ces faits. La partie internationale est positive, notamment les nouvelles de Palestine, du peuple sahraoui, ainsi que les rubriques telles que « La Chine en marche », par exemple, ou l'interview de

l'ouvrier de chez Fiat. Le point de vue de classe y apparaît très clairement. (...)

Nous voudrions aussi souligner quelques points qui nous semblent négatifs. Tout d'abord, la ligne politique du PCR n'apparaît pas assez, ou plutôt elle est trop théorique et stéréotypée. Il y a trop de clichés, par exemple dans les luttes ouvrières sur le PCF. Sur l'analyse de la crise et des perspectives du socialisme, ce n'est pas assez riche. Par exemple, comment tel ou tel secteur de la classe ouvrière voit-il le socialisme ? On dit qu'il y a débat dans les usines sur le socialisme que nous voulons ; il faut le faire apparaître. (...)

Il nous semble que l'on

devrait accorder plus de place à la vie ouvrière. Peut-être est-ce dû à un manque d'enquête dans les couches populaires, mais aussi à un manque de participation de nous tous à la vie du journal.

Dans le courrier des lecteurs, là encore il est nécessaire de voir que la participation des lecteurs ne suffit pas. Les masses s'expriment peu, et il n'y a dans l'ensemble pas assez de place au courrier. (...)

Sur la partie cinéma, culture, etc, accordons plus de place à la télévision, car il est vrai que la classe ouvrière va rarement au cinéma et que, par contre, la télévision est sa principale distraction du soir.

Des camarades de Saumur

L'Inter-Comité du Marais communique :

La mairie de Paris complice des promoteurs

Dans un communiqué, l'Intercomité du Marais rapporte le résultat de sa rencontre avec le secrétaire général de la mairie, à l'issue de la manifestation de jeudi : « au cours de deux heures d'entretien, celui-ci, au nom de la Ville, a pris les positions suivantes :

- qu'il n'était pas du ressort de l'administration d'intervenir dans la logique du « marché libre de l'immobilier » et qu'elle ne pouvait rien faire pour les nombreux mal-logés du quartier et de tout Paris.

- qu'il ne reculerait pas devant l'intervention des forces de l'ordre pour faire expulser les cinq familles occupantes dans l'îlot Saint Paul dont la présence bloquait l'opération de rénovation RIVP.

- qu'il couvrirait toutes les interventions de M. Bilhouet, directeur adjoint de la Régie Immobilière de la Ville de Paris.

- qu'il ne prenait aucun engagement pour qu'il n'y ait aucune expulsion dans le quartier (...)

Devant cette dérobade des Pouvoirs Publics, qui laissent la place aux décisions des grandes banques (Suez et Paribas) hégémoniques au sein de la RIVP, les habitants mettront tout en œuvre pour imposer leur droit de vivre dans leur quartier dans des logements décentes. »

## Communiqué de la Section CFDT de l'hôpital Corentin Celton

Messieurs,

A moment où toute la presse parle de la Santé en France, de l'humanisation des hôpitaux, de la suppression des salles communes, où un accent particulier est mis sur l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées, par le président de la République lui-même, enfin où il est fait campagne sur la valorisation du travail manue' notre section syndicale et notre syndicat CFDT de l'Assistance Publique voudraient attirer votre attention sur le cas des maisons de vieillards de l'Assistance Publique.

L'exemple de l'hôpital-maison de cure médicale Corentin Celton est, à cet égard, significatif : créé en 1860, il abrite 1 200 lits, dont 500 de dortoirs. Dans

ces dortoirs, les vieillards sont soumis à un régime militaire ; ils attendront la mort sans que les règles les plus élémentaires de l'hygiène soient respectées ; c'est l'étouffement de la dignité de l'homme, le vieillard rabaisé au rang de bête : pas de sanitaires, pas de linge décent, pas de soins... Le manque flagrant de personnel : un agent pour 105 invalides la nuit, 4 agents pour 105 invalides de gardes, entraîne chaque jour des règles les plus élémentaires de la sécurité.

Quant aux travailleurs de cet hôpital, soulignons simplement que les ouvriers du Bâtiment travaillent dans des baraquements datant de 1860 (ils avaient été édifiés pour la construction de l'hôpital et n'ont subi aucune réfection depuis)... où

sont enfreints tous les articles du Code du Travail et où les ouvriers risquent la mort à tout moment...

Le personnel hospitalier, pour sa part, outre que chacun fait le travail de 4 ou 5, n'a ni douche, ni WC alors qu'il est en contact permanent avec les microbes ; les agents sont déplacés d'un service à l'autre, d'un horaire à l'autre, ne pouvant nouer aucun véritable lien avec les vieillards.

Ces scandales ne peuvent rester éternellement cachés !

**ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
1 AN 300 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F  
Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevot  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**front rouge** N° 14  
EST PARU

### SOMMAIRE

Éditorial :  
Après le cirque municipal, place aux luttes  
Après les accords de Salt 1 :  
Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans  
Dossier :  
L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki  
Régions :  
L'aménagement du territoire et la crise (2)  
Histoire du mouvement ouvrier :  
Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT  
Notes de lecture :  
«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste  
Écologie :  
Des problèmes à débattre  
Économie :  
Relations économiques internationales :  
La dépendance française

Passez vos commandes à Front Rouge  
BP 68 75 019

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

67<sup>e</sup> épisode

Terro regarda les gouttes d'eau dégouliner le long du visage des morts. Une fois de plus, il était vivant et, comme toujours, sans savoir pourquoi. Ce soir-là, pourtant, ces morts l'inquiétaient, parce qu'il n'aurait voulu, pour rien au monde, être à leur place. Jamais, depuis la guerre, Terro n'avait autant souhaité vivre. Il ne le souhaitait plus seulement dans son esprit, mais aussi dans son corps ; désir si poignant qu'il eut peur d'avoir peur. Il se pencha vers l'un des mitrailleurs :

— Passe-moi ton arme et va te reposer. Tu l'as mérité !  
— Bien, mon lieutenant.

Il s'allongea derrière le fusil-mitrailleur, à l'entrée de la grotte. Une explosion lui courba la tête : les Allemands faisaient sauter la cabane des bergers. Voilà bien les Allemands : faire sauter une cabane, au lieu d'aller s'y coucher !

Protégée par une issue étroite, la grotte était assez large. Le lieutenant Blanc compta ses hommes : sur vingt-sept, quatre blessés, dont un grave.

La nuit tombait. Pendant deux heures, la nature se déchâna. Les éclairs illuminaient les visages des morts, le tonnerre roulait d'écho en écho dans la montagne, montrant aux hommes qu'il pouvait faire plus de bruit que leurs fusils et leurs canons. Puis, à onze heures, ce fut la lune qui, elle aussi, éclaira le visage des morts.

A l'intérieur de la grotte, les hommes, autour d'un feu, brûlaient leurs papiers, leur carte d'identité, car, dans la Résistance, même les tués devaient rester inconnus.

Lucien Aurel, qui servait son fusil-mitrailleur près de Terro, lui demanda :

— Voulez-vous me donner vos papiers, mon lieutenant ? On les brûle.

— Je n'en ai pas, dit Terro.  
— Même pas de photos ?  
— Non ! Pas de photos !

Terro se sentit pauvre ; comme si Aurel lui demandait dix francs, et qu'il fût obligé d'avouer : « Je n'ai pas dix francs. »

Les hommes votaient maintenant pour décider si oui ou non il fallait tenter une sortie. Presque tous étaient des montagnards. Ils voulaient mourir au grand air et pas enfermés comme des blaireaux.

On rassembla les sacs. Chacun prit son fusil. Terro et Aurel firent rouler une pierre devant la grotte.

Trois fusées éclairantes, plusieurs obus de mortier, des grenades, illuminèrent et déchirèrent les cadavres allemands. L'instinct de conservation joua, et la section décida d'attendre.

Attendre quoi ? Terro pesait les chances. Les chances de renforts ? Zéro. Les chances que les Allemands lèvent le siège ? Très faibles. Pourquoi risquer leur peau ailleurs, alors qu'ils tenaient ici une proie facile ?

Terro attendait la mort. Il la voyait comme une explosion qui viendrait lui arracher la vie, dans le bruit et dans les flammes. Ou bien, peut-être, viendrait-elle trancher, nette, claire : une balle dans le crâne.

« C'est trop con », se dit Terro.

Il baissa la tête, s'incrusta au sol pour se cacher de l'obus de mortier qui sifflait vers la grotte. Et ce fut l'explosion : le vacarme, les flammes telles qu'il les avait vues, une douleur aiguë au cou et à la main gauche, enfin quelques pierres qui roulaient et volaient autour de lui.

Le bruit fit écho dans sa tête ; ses oreilles furent noyées dans une marée de bourdonnements.

— Ils sont morts ? demanda une voix.

Terro attendit anxieusement la réponse.

— Je crois qu'Aurel est mort. Le lieutenant Terro respire encore.

« Je respire », se dit Terro. Et pendant que deux camarades le traînaient vers le fond de la grotte, il se crispa, s'accrocha à la vie, serra les dents. Il porta sa main droite à son cou : la blessure n'était pas profonde ; il passa la main sur son corps, regarda ses jambes : rien. Sa main gauche : il s'en foutait. Pourtant, elle n'était pas belle à voir.

Une fois de plus, alors que l'on couvrait le corps d'Aurel d'une couverture, Terro se dit : « Je ne suis pas mort. » Près de lui, un gars de Grenoble sortit de sa poche un miroir et le cassa sur un rocher.

— Sept ans de malheur, annonça-t-il. En sept ans, on a toujours le temps de voir venir.

Et Terro, comme les autres, rit des sept ans de malheur qu'il pourrait encore vivre.

(à suivre)

## BLOC NOTES

# QUE FAIRE DEVANT UNE SURDITE BRUTALE ?

Une conférence d'otologie pratique s'est tenue récemment à Paris pour traiter notamment la question de la surdité brusque.

Un accident rare, mais qui nécessite une hospitalisation immédiate pour en trouver et traiter la cause.

La surdité brusque d'une seule oreille ne gêne pas beaucoup, lorsqu'on la constate, mais il faut tout de même consulter aussitôt.

### QUELLES SONT LES CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES DE SURDITE BRUTALE ?

Un obstacle placé sur le trajet des nerfs ou des vaisseaux de l'oreille, un écoulement anormal de sang ou de liquide lymphatique par exemple après un traumatisme, une chute, sont les raisons principales de surdité brutale.

L'obstacle peut être de plusieurs ordres :

● Une inflammation, infection du nerf auditif, peut entraîner une lésion momentanée qui empêche le courant nerveux de passer.

Le plus souvent, il s'agit dans ce cas d'une infection virale qui guérira sans séquelles.

● Une maladie plus exceptionnelle est le neurinome de l'acoustique c'est-à-dire le développement d'une tumeur sur le nerf lui-même.

La tumeur en se développant empêche le courant nerveux de passer, peu à peu.

Avant la surdité brutale, on ressent une diminution progressive de l'audition, des bourdonnements ou sifflements d'oreille, parfois une sensation de vertiges.

Dès ces premiers signes, il faut consulter un médecin ORL (otorhino-laryngologiste) dans l'hôpital le plus proche.

Le meilleur examen pour déceler la tumeur est le scanner, appareil de mesure de la densité de la partie examinée (ici le conduit auditif). Ceci par tomographies, c'est-à-dire, par tranches successives. On a ainsi une vision de l'espace, au moyen d'un examen qui irradie beaucoup moins que les radios habituellement utilisées : les examens isotopiques avec des produits radioactifs.

Le danger de tels examens au niveau du crâne est l'irradiation grave du cristallin voisin, ce qui peut entraîner une cataracte si ces examens sont répétés.

L'utilisation des scanners est donc préférable, mais le ministère de la santé, de même avec Thomson CGR en empêche le développement.

● La surdité brutale peut être due à une lésion des artères.

Si les artères sont bouchées par des dépôts de graisses, de cholestérol, la pression sanguine augmente en amont. L'oreille interne est soumise à des différences de pression : l'oreille n'entend plus de ce côté.

L'excès de lipides, de graisses est le plus souvent responsable de ces accidents qui nécessitent outre un dosage des graisses du sang, l'interruption immédiate des traitements qui favorisent ces excès : notamment les traitements à base d'hormones.

Ces accidents peuvent se produire aussi dans le cas où le malade recevrait un traitement anticoagulant mal équilibré.

Les malades cardiaques qui reçoivent un tel traitement et deviennent bruta-

lement sourds doivent d'urgence consulter. En rééquilibrant le traitement, les troubles cesseront.

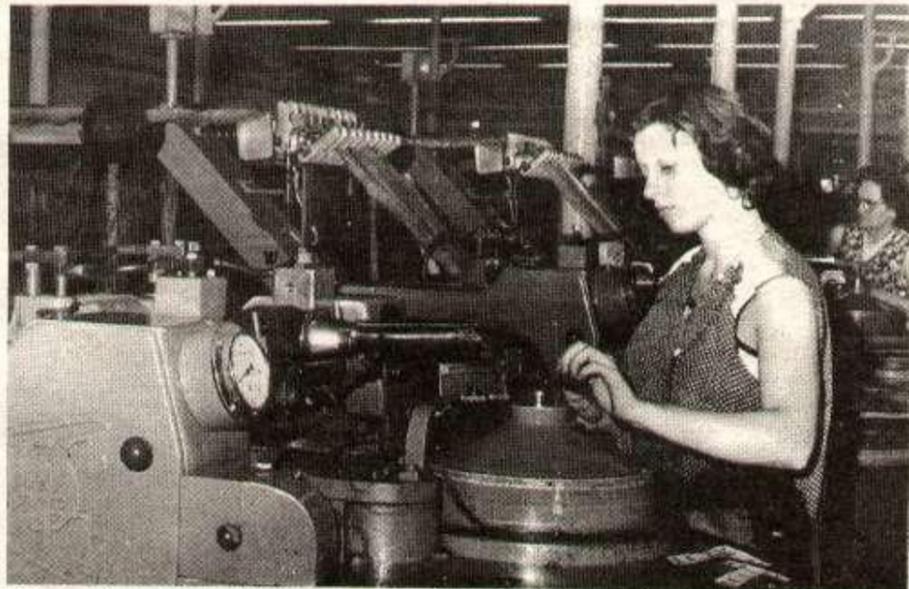
### COMMENT SONT TRAITÉS LES SURDITÉS BRUSQUES ?

Une fois la cause trouvée, le traitement médical est nécessaire dans le cas d'un accident vasculaire. Il régressera d'autant plus vite et complètement que le traitement est précoce. Des anticoagulants fluidifiants et dilatateurs vasculaires sont alors utilisés.

Dans le cas du neurinome une opération sera pratiquée pour dégager le nerf.

Dans le cas d'infection virale, aucun traitement sinon le repos ne sera envisagé, l'obstacle sera levé aussitôt après la guérison, comme après une grippe.

Docteur QDP



Le travail bruyant, notamment dans le textile (comme Phildar à Roubaix) : un facteur important de surdité.

## Programme télé MERCREDI 6 AVRIL

### TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités  
13 h 35 - Les visiteurs du mercredi  
18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gédéon  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Les lettres volées  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Histoire d'animaux  
20 h 55 - Football : Fc. Zurich-Liverpool. *En direct*  
22 h 45 - TF 1 actualités  
23 h 00 - Fin des émissions

### A 2

14 h 00 - Aujourd'hui madame  
15 h 05 - Daktari  
15 h 55 - Un sur cinq  
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - Switch. *Série américaine*  
21 h 25 - La magazine d'actualité  
22 h 55 - Juke-box : Higelin  
23 h 25 - Les nouvelles  
23 h 40 - Fin des émissions

### FR 3

18 h 45 - Les aventures de Tintin  
19 h 00 - Lolek et Bolek  
19 h 05 - Une façon de vivre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Les bas-fonds. *Film français dramatique de Jean Renoir (1936)*  
22 h 00 - FR 3 actualités  
22 h 15 - Fin des émissions.

# THAÏLANDE *Après les massacres, les procès*

## 143 ETUDIANTS RISQUENT LA PEINE DE MORT

### LES ACCUSÉS

Ce sont tous des étudiants progressistes, des universités de Thammasat et de Chulalongkorn. Parmi eux, 137 ont été arrêtés dans les rafles des Thammasat. Les 5 autres ont été arrêtés la veille du massacre. Ce sont 5 responsables du NSCT (Centre National des Etudiants de Thaïlande), dont le secrétaire général de l'organisation, Sutham Saengpathum, âgé de 23 ans, étudiant en droit, attiré avec ses 4 camarades dans une véritable souricière, à la maison du 1<sup>er</sup> ministre d'alors, Seni Piamotoj.

#### Le crime de «lèse majesté»

Le premier chef d'accusation repose sur une utilisation de la tradition thaï, dans laquelle la personne du roi, son nom même, sont sacrés. Dans les semaines qui ont précédé le coup d'État fasciste, deux jeunes électriciens avaient été trouvés pendus dans un terrain vague, après avoir été sauvagement battus dans un poste de police. Quelques jours plus tard, dans le campus de l'université de Thammasat, les étudiants progressistes, qui protestaient contre le retour de l'ancien dictateur Thanom, qu'ils avaient chassé trois ans plus tôt, simulaient avec un mannequin la pendaison des deux victimes ; un des mannequins portait, semble-t-il, des chaussures blanches, or c'est le signe distinctif du prince héritier. L'extrême-droite se saisit de ce prétexte pour accuser les étudiants d'avoir pendu le prince en effigie.

Que cela ait été ou non l'intention des exécutants (une revue de Hong-Kong publie deux photos du même événement, l'une sur laquelle le mannequin porte des chaussures blanches, l'autre où les chaussures sont noires, ce qui semble indiquer qu'elle aurait été corrigée), importe peu ; ce qui est évident, c'est que cette manifestation a servi de prétexte aux militaires pour intervenir dans l'université de Thammasat ; le soir du 5 octobre, la veille du coup d'État, Sutham et ses 4 camarades sont convoqués chez le premier ministre pour s'expliquer là-dessus. Selon certaines versions, ils auraient eux-mêmes demandé une entrevue. Mais lorsqu'ils se présentent, le premier ministre est absent, à sa place, une escouade de policiers les attendent. Arrêtés, on ne les a pas revus depuis.

Ouvrément, il s'agit là d'une provocation fasciste pour tenter d'isoler les étudiants du reste de la population, en comptant sur le respect ancestral voué à la famille royale.

#### ... et celui de «subversion communiste»

Le 2<sup>e</sup> chef d'accusation, — le plus grave — repose sur une ancienne loi en vigueur sous les trois dictateurs et calquée sur celle de Truman aux USA, qui interdit toute propagande en faveur du communisme. Il faut dire qu'en Thaïlande, le mot même de communisme a longtemps été considéré comme tabou. Ainsi, lors d'une exposition de propagande hostile aux pays socialistes, organisée en septembre 76 au musée nationale de Kuala Lumpur, le seul terme employé était celui de «The devil» (le diable) pour désigner l'idéologie marxiste. En fait, depuis le renversement des trois dictateurs sont la poussée du mouvement étudiant en octobre 73, le marxisme était enseigné à l'université. Mais la loi n'a jamais été abrogée ; au lendemain du coup d'État du 6 octobre, 3 000 étudiants ont été arrêtés ; 500 sont restés en détention. Le chef d'accusation retenu contre les 137 d'entre eux dont le procès commence aujourd'hui est le plus grave ; il peut entraîner la peine de mort.

#### Torturés dans leur prison

Depuis le 6 octobre, les détenus sont incarcérés dans trois prisons différentes, dont l'une, celle de Bang Kaen, est aussi un centre d'éducation pour la police. Les prisonniers sont coupés de l'extérieur. Cependant, Sutham, aurait réussi à faire passer une lettre ; il y déclarait avoir été torturé. Ce témoignage concorde avec de nombreux autres, qui émanent de témoins visuels du massacre de Thammasat ou d'étudiants arrêtés qui ont été libérés depuis lors. Ils rapportent qu'ils ont assisté, ou on eux-mêmes été victimes de tabassages sauvages dans les prisons.

Aujourd'hui, s'ouvre à Bangkok, le procès de 143 étudiants arrêtés dans la vague de répression qui a accompagné, en Thaïlande, le coup d'État fasciste pro-américain du 6 octobre dernier ; ce coup d'État a porté au pouvoir une junte militaire — le National Administrative Réforme Concil (NARC) — dirigée par le 1<sup>er</sup> ministre Thanin. Pendant des jours, Bangkok a vécu en état de siège, le couvre-feu était instauré, cependant qu'un climat de terreur régnait à Thammasat, l'université, base du mouvement des étudiants

#### LES PREMIERS PAS DU MOUVEMENT ETUDIANT

C'est l'université de Chulalongkorn qui est, avec celle de Thammasat, (université où l'on enseigne les sciences politiques, l'histoire etc.), celle où est né le mouvement étudiant, mais c'est là aussi que se forment traditionnellement les futurs cadres politiques du pays. Car les études, en Thaïlande, sont l'antichambre du pouvoir, objet traditionnel de luttes âpres entre quelques familles rivales qui se partagent, et se disputent, la puissance économique. Ce sont des universités de Thammasat et de Chulalongkorn que sortent traditionnellement les ministres, et autres hauts fonctionnaires de l'État. Or, c'est là aussi qu'a commencé à se former, à partir de 1968, le mouvement des étudiants progressistes ; voué tout d'abord à des tâches d'assistance sociale, (enseignement dispensé dans les quartiers pauvres, construction d'écoles, forage de puits dans les campagnes), le mouvement évolue rapidement vers l'engagement politique : après les élections falsifiées de 69, se crée le Centre National des Étudiants de Thaïlande.

#### LA CHUTE DES 3 DICTATEURS

L'évolution du mouvement, qui se bat contre l'impérialisme, et pour la démocratie, sera rapide ; campagne de propagande lancée contre l'impérialisme japonais (1974), qui révèle à quel point les ressources nationales sont laissées au pillage ; campagne très dure contre la présence des bases américaines ; à cette époque, ces deux campagnes ont un impact assez gros sur l'ensemble de la population. Mobilisation massive en 72, qui oblige le pouvoir issu du coup d'État de novembre 71 à restituer au pouvoir judiciaire les fonctions dont il l'avait privé. A partir d'octobre 73, les étudiants organisent le «mouvement pour la constitution» qui exige des 3 dictateurs militaires (Thanom Kittikachorn ; Narong, fils du précédent ; Prapass, beau-père de Narong) la promulgation rapide d'une constitution permanente. L'arrestation de 12 membres du mouvement sert de signal à la vaste mobilisation qui contraint les 3 dictateurs à l'exil, au

terme de violents affrontements où des centaines d'étudiants et d'autres éléments de la population furent massacrés.

#### RENFORCEMENT DE LA GUÉRILLA

Or, la démocratie issue d'octobre 73, n'a jamais été très solide. Les luttes de clique n'ont jamais cessé, et le pouvoir royal y trempe directement. Armée et police organisent en leur sein des factions différentes qui luttent pour le pouvoir ; ainsi, en 73, c'est l'armée qui a été responsable du massacre ; en 76, au con-



Procès d'étudiants progressistes

traire, ce fut la police ; mais l'armée a su en tirer profit.

#### RADICALISATION DU MOUVEMENT ETUDIANT

Aujourd'hui, la junte parle de 10 % de la population influencée par le PCT. Mais les succès retentissants que remporte la guérilla obligent de plus en plus le pouvoir à se démasquer ; ainsi, il y a quelques années, on n'aurait jamais parlé, même par allusion, d'un accident survenu à un véhicule de la famille royale ; aujourd'hui, les journaux de la junte publient le fait que le prince héritier est tombé dans un attentat ; fidèle à la tactique qu'il a adopté en 63,

progressistes, le Centre National des Étudiants de Thaïlande (N.S.C.T.). Au cours des affrontements déclenchés par la police, des centaines de personnes ont été tuées ; certaines ont péri noyées en essayant de traverser le fleuve à la nage ; 3 000 étudiants ont été arrêtés, l'université a été entièrement bouleversée. Six mois jour pour jour après le massacre, 143 survivants vont être jugés par un tribunal militaire. Ils sont accusés de «lèse majesté» et de «subversion communiste». Ils risquent la peine de mort.

d'«encercler des villes par les campagnes», le PCT s'est assuré des bases solides dans tout le pays. Le coup d'État du 6 octobre, en instaurant le couvre-feu, en interdisant l'expression de tout mouvement démocratique, a considérablement contribué à renforcer son influence : obligés de passer dans la clandestinité, nombre de cadres et de militants de base du mouvement démocratique en sont arrivés aux mêmes conclusions que le PCT ; le mouvement étudiant, les sympathisants socialistes, se sont radicalisés ; beaucoup ont rallié la guérilla. Quelques jours après le coup d'État, un «Front Uni des forces démocratiques et progressistes» a été formé, avec le soutien du PCT. Avec une base ainsi considérablement élargie, celui-ci a récemment porté les combats jusque dans la province proche de Bangkok.

#### FAIBLESSE DE LA JUNTE

Faible, la junte l'est d'abord à cause de ses divisions internes ; d'accord pour réprimer tout mouvement progressiste, les différentes cliques bourgeoises en revanche mènent une âpre concurrence pour faire main basse sur les richesses du pays ; ainsi le corps très militarisé de la police, dirigé par le général Srisuk Mahinthorathep, a été partie prenante du coup d'État. Mais Srisuk a été évincé de la junte quelques jours après qu'elle ait pris le pouvoir. Aujourd'hui, il vient de lancer une grande opération policière dans le Nord du pays, au delà de la rivière Kok, là où est cultivé l'opium ; il s'agit pour lui, sous le couvert de lutter contre la «subversion» dans ces provinces, de faire main basse sur la récolte avant qu'elle ne parvienne dans les circuits détenus traditionnellement par la famille de Thanom. Les partis de l'ancienne coalition, parti de la justice, parti national, ne sont pas davantage satisfaits par la Junte. Ces divisions ne peuvent que servir l'essor du mouvement de masse, auquel la répression a apporté une vigueur nouvelle. Mais elles jouent lourdement sur le sort des accusés d'aujourd'hui, car la Junte, qui ne se maintient que par la force, demandera sans aucun doute les peines maximum.

#### «BUFFLES ROUGES» ET «SCOUTS DE VILLAGE»

Pour briser le mouvement étudiant, les différentes cliques bourgeoises ont multiplié les tentatives. Face au NSCT, l'armée et la police ont organisé un nombre d'étudiants du technique en groupes para-militaires, comme celui des «buffles rouges». Ces étudiants, qui quittent leurs écoles avec des métiers impossibles à exercer en Thaïlande en raison du manque d'industries, sont utili-

sés, entre autres, pour garder — en armes — les chantiers de terrassement aux frontières. Les «scouts de village», disséminés dans les campagnes, exercent les mêmes fonctions de surveillance. On sait aujourd'hui que leur chef direct est la reine.

Ce sont les «buffles rouges» qui les premiers ont poussé les provocations dans l'université de Thammasat le 6 octobre.